

RAPPORT WSRW – AVRIL 2018

P POUR PILLAGE

Les exportations marocaines des phosphates du Sahara Occidental occupé

Des compagnies de fertilisants du monde entier importent le phosphate controversé du Sahara Occidental, territoire sous occupation marocaine illégale. Ce rapport détaille celles qui sont impliquées dans le commerce en 2017. En 2018, les deux anciens importateurs Agrium et PotashCorp ont fusionné en ce qui s'appelle maintenant Nutrien - de loin le plus gros acheteur du minerai du conflit du Sahara Occidental occupé.

2017



WSRW WESTERN SAHARA
RESOURCE WATCH

Poursuivant la tendance de ces dernières années, les entreprises appartenant à des intérêts canadiens sont responsables de plus de la moitié des exportations de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé en 2017.



Published

25 avril 2018, Bruxelles

Publié avec un généreux soutien financier d'Emmaus Åkvarn

ISBN

978-82-93425-26-7

Page d'accueil

Le plus long convoyeur roulant au monde transporte le phosphate des mines de Bou Craa jusqu'à la côte.

Design

Lars Høie

Photos

Berserk Productions (P. 1), Saharawi Campaign against the Plunder (P. 2), Mohamed Dchira (P. 9), Rick Voice (P. 19 Ultra Innovation), WSRW.org (P. 19 Sparkjøp, 29, 30, 35), Adam Gamble (P. 21), John Hermans (P. 25 SBI Tango), Alwyn Frost (P. 25, Anarita),

Rick Vince (P. 29), John Tordai (P. 37)

Le rapport peut être utilisé librement, en version imprimée ou en ligne. Pour des commentaires ou des questions sur ce rapport, contactez coordinator@wsrw.org

Western Sahara Resource Watch (WSRW) est une organisation internationale basée à Bruxelles. WSRW, ONG indépendante, travaille en solidarité avec le peuple du Sahara Occidental, pour enquêter et informer sur le pillage des ressources du territoire par le Maroc.

www.wsrw.org
www.twitter.com/wsrw
www.facebook.com/wsrw.org
www.instagram.com/wsrw_org

Pour renforcer ses recherches et intensifier ses campagnes internationales WSRW a besoin de votre aide. Pour tout don, consultez WSRW sur www.wsrw.org



Synthèse

Toute vie sur la planète, et donc toute la production agricole, dépend du phosphore, symbole chimique P. Cet élément se trouve dans le minerai de phosphate et est transformé en engrais. Pour le peuple du Sahara Occidental, leur P ne se transforme pas en bénéfice. C'est plutôt le contraire.

Pour la cinquième fois, Western Sahara Resource Watch publie un aperçu annuel détaillé des compagnies impliquées dans l'achat des phosphates du Sahara Occidental. Le minerai de phosphate illégalement exploité par le gouvernement marocain au Sahara Occidental est la principale source de revenus tirés par le Maroc des territoires qu'il occupe contre le droit international. Les représentants du peuple sahraoui se sont toujours ouvertement déclarés contre ce commerce, et l'ont exprimé devant l'ONU, à toute occasion, et aux entreprises concernées.

La liste présentée dans ce rapport est complète pour l'année civile 2017, et indique tous les chargements de phosphates du Sahara Occidental occupé. Les importations de la production marocaine au Sahara Occidental en 2017 sont attribuées à six entreprises dans cinq pays du monde, tandis qu'environ 70 entreprises internationales ont été identifiées comme propriétaires ou exploitants des navires qui ont transporté le minerai de phosphate vers les importateurs.

Fait notable de 2017, un navire transportant des roches phosphatées du Sahara Occidental à destination d'un importateur néo-zélandais a été arrêté en Afrique du Sud, et la Haute Cour sud-africaine a attribué la propriété légitime de la cargaison au gouvernement exilé du Sahara Occidental. L'effet sur le commerce a été remarquable. Trois importateurs historiques ont semblé avoir arrêté les importations après cet événement, et les routes de transport ont été modifiées pour abandonner les escales de Panama et l'Afrique du Sud.

2017 a ainsi vu le plus petit nombre d'importateurs jamais enregistré par WSRW. Pour comparer, en 2012, il y avait 15 importateurs dans 12 pays. Maintenant, les chiffres en sont à un tiers.

Le rapport détaille un volume d'exportation total depuis le Sahara Occidental de 1,59 million de tonnes en 2017, embarqué sur 27 vraquiers, pour une valeur estimée à 142,74 millions de \$US. Soit une nette diminution des ventes par rapport à 2016, qui s'explique en grande partie par la diminution du nombre d'importateurs et la baisse du prix du minerai de phosphate sur le marché mondial. Le plus gros importateur en 2017 était le canadien Agrium Inc. L'opérateur le plus impliqué en 2017 est Ultrabulk A/S du Danemark, qui a transporté 4 des 27 expéditions.

Sur les six entreprises importatrices identifiées en 2017, seules deux sont enregistrées sur les marchés boursiers internationaux. Toutes deux ont fait l'objet d'une mise sur liste noire par des investisseurs soucieux de l'éthique en raison de ce commerce. En janvier 2018, ces deux ont formellement fusionné en ce qui est aujourd'hui Nutrien. Sur les quatre importateurs restants, deux sont des coopératives appartenant à des agriculteurs en Nouvelle-Zélande, une est entièrement détenue par le gouvernement du Venezuela et une appartient en partie au gouvernement de l'Inde.

WSRW appelle toutes les entreprises impliquées dans ce commerce à mettre fin immédiatement à tous les achats et tous les transports de phosphates du Sahara Occidental jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit. Les investisseurs sont invités à interpeller les compagnies, ou à désinvestir si rien n'est fait.

Liste des abréviations

DWT ou TPL	Tonnes de Port en Lourd
OCP	Office Chérifien des Phosphates SA
ONU	Organisation des Nations Unies
US \$	Dollar américain

La controverse



Depuis décembre 2015, des jeunes sahraouis récemment diplômés et au chômage descendent dans les rues de El Aaiun pour protester contre les politiques d'embauche de l'OCP. Pendant plus d'un mois, ils ont manifesté quotidiennement à El Aaiun. Les manifestations ont continué depuis. En mars 2017, un groupe de 60 Sahraouis au chômage a pris le contrôle d'un autobus de Phosboucraa et menacé de s'immoler collectivement pour protester contre " la marginalisation systématique des Sahraouis par le régime d'occupation marocain. "¹

La revendication de souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental n'est reconnue par aucun État, ni par l'ONU. Cette revendication a été rejetée par la Cour Internationale de Justice.²

Le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies a analysé la légalité de l'exploration et exploitation pétrolière au Sahara Occidental, une activité d'extraction des ressources - actuellement dans sa phase exploratoire - qui est d'une nature similaire à l'extraction du phosphate. L'ONU a conclu que " si des activités de prospection et d'exploitation devaient être entreprises au mépris des intérêts et de la volonté du peuple du Sahara occidental, elles contreviendraient aux principes de droit international applicables aux activités touchant aux ressources minérales des territoires non autonomes." S'appuyant sur le jugement ultérieur de la Cour de justice de l'Union européenne et sur l'avis juridique du Bureau du conseiller juridique de l'Union africaine, le droit international place le consentement du peuple du Sahara Occidental en prérequis à toute activité en rapport avec le territoire occupé, sans même qu'il soit nécessaire de déterminer si l'activité est susceptible de nuire ou de bénéficier au peuple.³

Pourtant, quelques semaines seulement après l'invasion du territoire en 1975, le phosphate de la mine de Bou Craa au Sahara Occidental était exporté vers des entreprises d'engrais en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe et en Australasie. La mine de Bou Craa est gérée par l'Office Chérifien des Phosphates SA (OCP), compagnie nationale marocaine de phosphate maintenant connue comme OCP SA. La mine est responsable de la plus grande source de revenus du Maroc pris au Sahara Occidental.

Les Phosphates de Boucraa SA (Phosboucraa) est une filiale à part entière de l'OCP. Ses principales activités sont l'extraction, l'enrichissement, le transport et la commercialisation de minerai de phosphate de la mine de Bou Craa, jusqu'à l'exploitation du quai de chargement et de l'usine portuaire de traitement située sur la côte Atlantique, à El Aaiun. L'OCP déclare que la capacité annuelle de production des mines du Sahara Occidental

est de 2,6 millions de tonnes.⁴ Bien que l'OCP affirme que les mines Bou Craa ne représentent que 1% de toutes les réserves de phosphate exploitées par le Maroc⁵, pas moins d'un quart de la roche de phosphate exportée part de El Aaiun.⁶ La qualité exceptionnelle du minerai de phosphate du Sahara Occidental en fait un produit très convoité des producteurs d'engrais.

Cependant, cette histoire pourrait toucher à sa fin. Le gisement de phosphate de Bou Craa est composé de deux couches. Jusqu'à présent, seule la couche supérieure était extraite. Cette couche contient notamment la roche de phosphate de la plus haute qualité de toutes les réserves contrôlées par l'OCP. En 2014, les mines de phosphate de Bou Craa sont passées à l'exploitation de la deuxième couche, d'une qualité inférieure.⁷ Le Maroc a maintenant vendu la totalité du phosphate de haute qualité qui aurait dû être disponible pour le peuple sahraoui dès son autodétermination.

L'OCP affirme aussi que Phosboucraa est le plus grand employeur privé de la région, avec plus de 2 100 employés⁸ dont plus de la moitié sont dits être recrutés localement. L'OCP affirme également que Phosboucraa est un acteur majeur de la viabilité économique et du bien-être des habitants de la région. L'OCP vante également l'impact social de Phosboucraa, affirmant verser des pensions aux retraités, offrir des avantages médicaux et sociaux pour les employés, les retraités et leurs familles, etc.⁹ L'OCP présente les prétendus avantages économiques et sociaux comme justification à son exploitation de mines de phosphate à l'extérieur des frontières établies de longues dates et internationalement reconnues du Maroc.¹⁰

Le Maroc utilise le phosphate de Bou Craa dans son lobbying politique afin de gagner le soutien d'autres pays à son occupation illégale. Un document officiel du gouvernement marocain, divulgué en 2014, affirme que les ressources du Sahara Occidental, y compris le phosphate, doivent être utilisées " pour impliquer la Russie dans des activités au Sahara ". Le document poursuit en disant que " en retour, la Russie pourrait garantir un gel sur le dossier Sahara au sein de l'ONU. "¹¹

“Le Sahara Occidental est sous occupation marocaine depuis 1975 et figure sur la liste onusienne des territoires non autonomes qui doivent être décolonisés. Le conseiller juridique de l’ONU a déclaré en janvier 2002 que l’exploration des ressources minérales au Sahara Occidental sans le consentement local violerait le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.”

Fonds de pension du gouvernement suédois, AP- Fonden, sur l'exclusion de PotashCorp et Incitec Pivot de ses portefeuilles.¹²

“Les achats de phosphates du Sahara Occidental par Agrium selon un contrat à long terme avec l’OCP constituent un risque inacceptable de complicité dans la violation des règles éthiques fondamentales, et contrevient ainsi aux directives de KLP pour un investissement responsable.”

La compagnie d'assurance norvégienne KLP concernant ses désinvestissements d'Agrium Inc.¹³

“Exploitation illégale des ressources naturelles”

Fonds de Compensation commun au régime général de pension, Luxembourg, 15 novembre 2014, sur la mise sur liste noire de toutes les compagnies impliquées dans le phosphate.¹⁴

“Les violations des droits de l’homme au Sahara Occidental”

PGB Pensioenfond, Pays-Bas, troisième trimestre de 2015, sur l'exclusion de l'OCP SA de ses portefeuilles.¹⁵

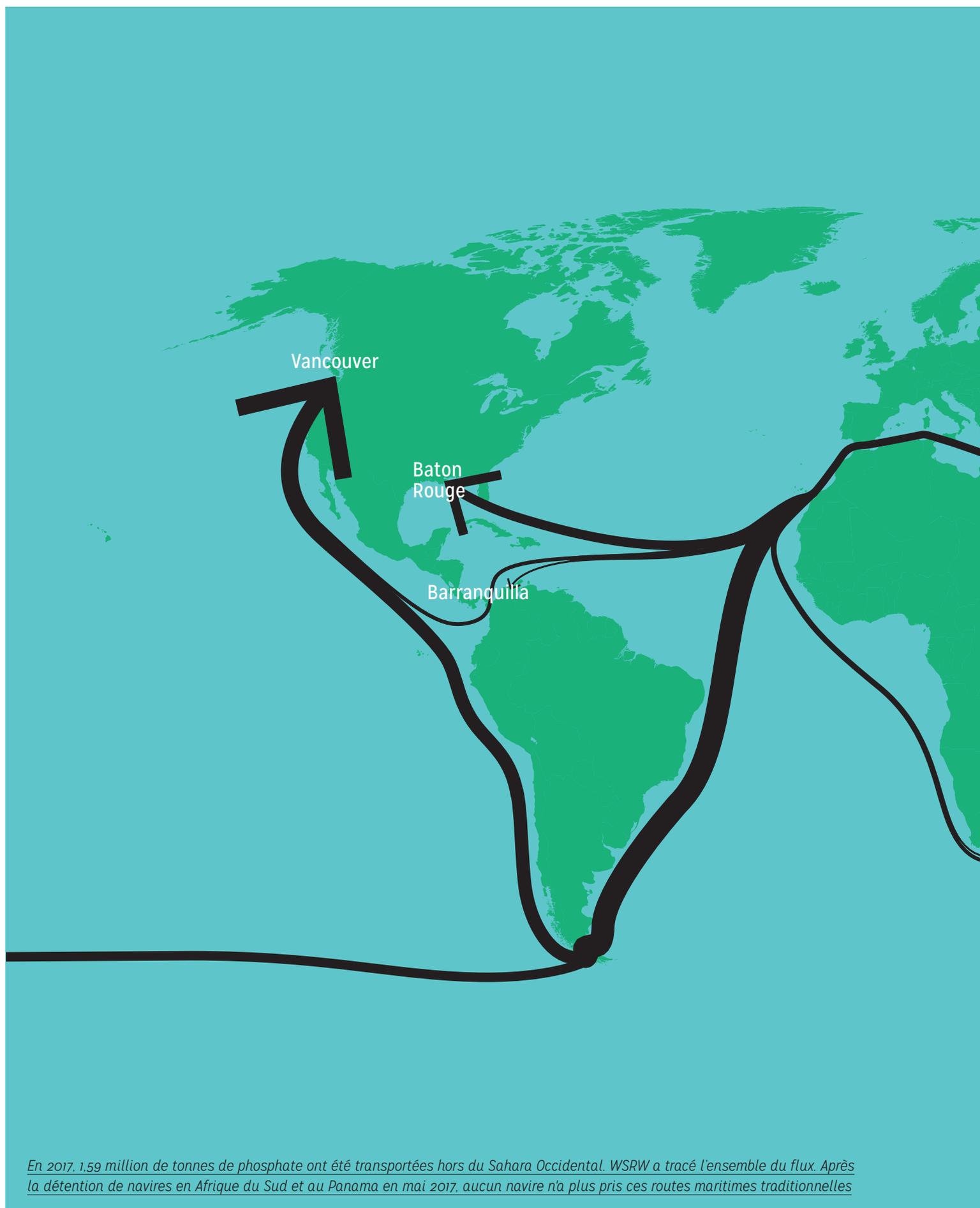
“Le Conseil d’éthique ne croit pas que la compagnie a été en mesure de prouver que l’exploitation de phosphate se fait en conformité avec les intérêts et les désirs des Sahraouis. Sur la base de l’évaluation selon laquelle un dialogue plus poussé ne sera pas productif, le Conseil a recommandé aux Fonds AP de désinvestir d’Agrium.”

Conseil éthique suédois, le 9 avril 2015, expliquant pourquoi tous les fonds du gouvernement suédois ont désinvesti d'Agrium Inc. ¹⁶

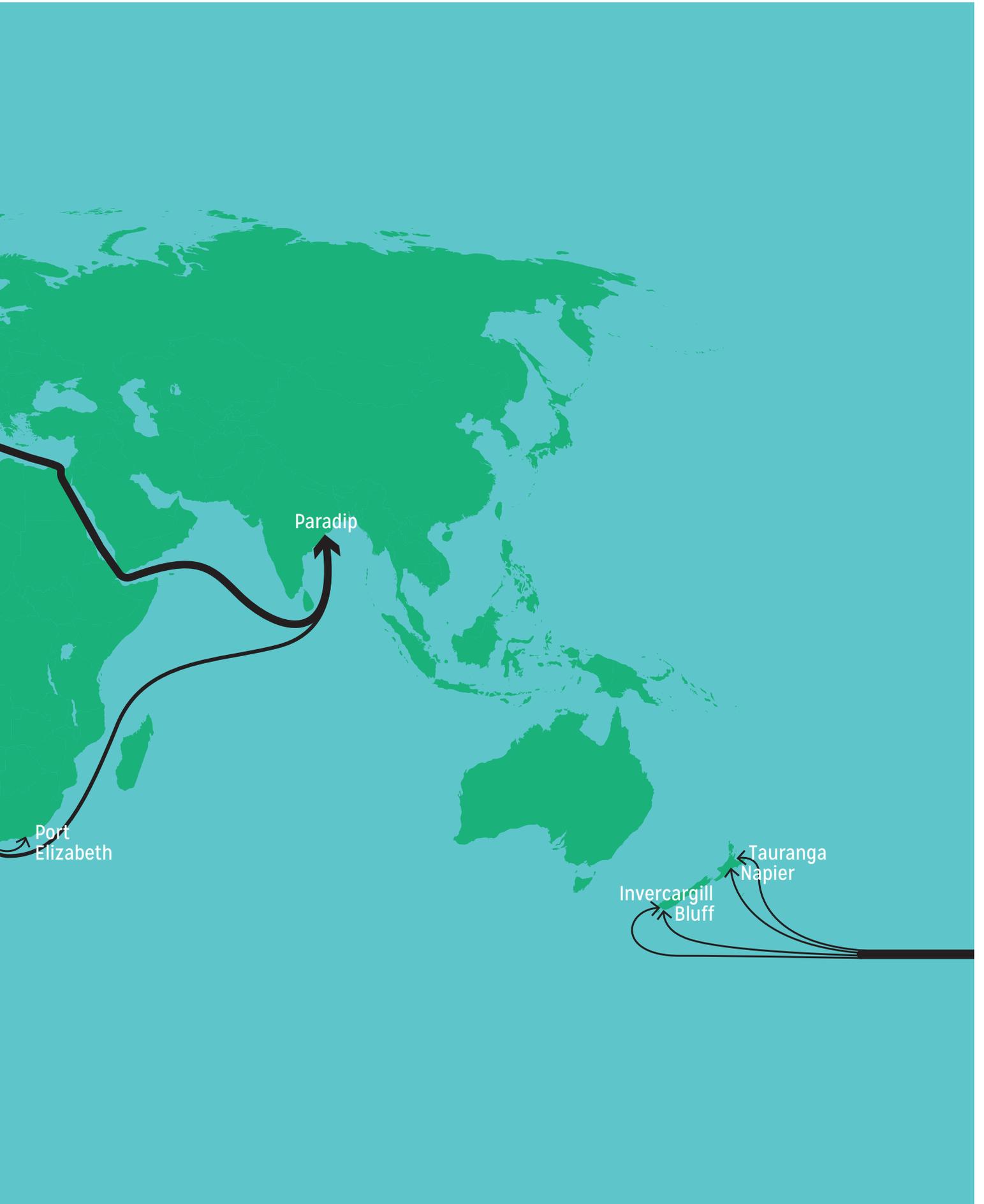
“Les entreprises qui achètent des phosphates du Sahara Occidental soutiennent en réalité la présence du Maroc sur le territoire, étant donné que le phosphate est commercialisé par la compagnie nationale marocaine OCP et qu’il est à probable que les revenus générés par l’opération vont en grande partie à l’Etat marocain. Dans sa forme actuelle, l’extraction par l’OCP des ressources en phosphate au Sahara Occidental constitue une violation grave des règles. Ceci est dû à la fois au fait que les souhaits et les intérêts de la population locale ne sont pas respectés et au fait que l’opération contribue à la persistance de la situation juridique internationale non résolue, et ainsi à la présence du Maroc et son exploitation des ressources dans un territoire sur lequel il n’a pas de souveraineté légitime.”

Le Conseil d’Éthique du fonds de pension du gouvernement norvégien, à propos d’une mise sur liste noire d’Innophos Holdings Inc. en janvier 2015.¹⁷

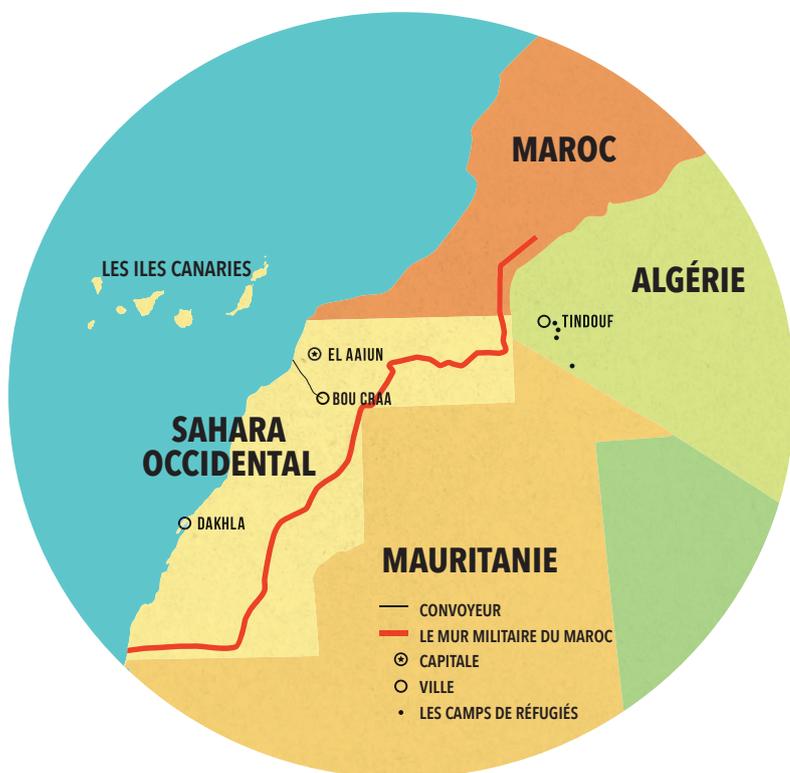
Les cargaisons 2017



En 2017, 1,59 million de tonnes de phosphate ont été transportées hors du Sahara Occidental. WSRW a tracé l'ensemble du flux. Après la détention de navires en Afrique du Sud et au Panama en mai 2017, aucun navire n'a plus pris ces routes maritimes traditionnelles



La prise de contrôle marocaine de la mine de Bou Craa



1947 : Les réserves de phosphate du Sahara Occidental sont découvertes à 130 km au sud-est de El Aaiun dans un endroit appelé Bou Craa. La découverte de réserves de phosphate est la première source potentielle de revenus miniers pour la puissance coloniale espagnole.¹⁸

Juin 1962 : L'Empresa Nacional Minera del Sahara est fondée pour exploiter la mine, détenue par une entreprise du secteur industriel public espagnol.

Mai 1968 : L'entreprise est rebaptisée Fosfatos de Bucraa, SA, également connu comme Phosboucraa ou Fos Bucraa.

1972 : L'Espagne commence à exploiter les mines. De nombreux Espagnols sont employés dans les mines, de même que les Sahraouis, la population autochtone du Sahara espagnol, nom sous lequel le territoire est connu à l'époque.

1975 : La montée de la pression internationale pour décoloniser pousse l'Espagne à parvenir à une stratégie de retrait du Sahara espagnol. Une mission de l'ONU envoyée au Sahara espagnol en vue de la prévision d'un référendum prédit que le Sahara Occidental pourrait bien devenir le deuxième exportateur mondial de phosphates, après le Maroc. Le maintien d'une revendication sur les gisements de phosphate était un facteur clé pour la puissance coloniale. Échouant à décoloniser le Sahara Occidental correctement en permettant au peuple du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination, l'Espagne par les accords

de Madrid transfère illégalement l'administration du territoire au Maroc et à la Mauritanie, tout en conservant une part de 35 % des mines de Bou Craa. Aucun État au monde, ni l'ONU, ni le peuple du Sahara Occidental, n'a reconnu le transfert de l'autorité de l'Espagne à ces deux États. La Mauritanie s'est retirée en 1979 et a admis s'être trompée d'avoir revendiqué et occupé le territoire. Dans le même temps en 1975, retrouvant son autorité après l'échec de deux coups d'État, le roi Hassan II du Maroc ordonne à l'armée marocaine d'envahir le Sahara Occidental. Le Roi a peut-être espéré que cela donnerait au Maroc un meilleur levier pour déterminer les prix mondiaux du phosphate, comme l'OPEP sur le prix du pétrole.¹⁹

1^{er} Janvier 1976 : Les accords de Madrid entrent en vigueur et après une période de transition de 16 mois, l'OCP prend en charge la gestion des mines.²⁰

2002 : L'Espagne vend sa part de 35% de Bou Craa.

2014 : L'OCP introduit à la Bourse irlandaise une première souscription d'obligations pour 1,55 milliard de \$.²¹ Il y déposera un an plus tard un prospectus pour un placement similaire.²²

2018 : Le Maroc continue à exploiter la mine au Sahara Occidental occupé. Les exportations des dernières années ont généré pour le Maroc un revenu annuel d'environ 200 millions de dollars US en moyenne, provenant d'une mine qui ne lui appartient pas.



De grands projets

Un programme d'investissement et de développement d'une valeur de 2,45 milliards de dollars US est développé par l'OCP pour la période 2012-2030. Durant cette période, le programme viserait à moderniser la mine de Bou Craa, à développer l'extraction des couches de phosphate plus profondes, à créer des produits à plus forte valeur ajoutée pour les exportations, à accroître la capacité du port d'El Aaiun pour les activités sur le phosphate et à élargir les projets de développement sociaux et durables dans la zone de Bou Craa.²³

L'OCP indique que, dans le cadre de son programme d'investissement à long terme, des investissements de développement industriel sont prévus, tels que les investissements miniers (d'une valeur d'environ 250 millions \$ US), qui comprendront la construction d'une unité de flottation/lavage, la modernisation des équipements d'extraction, ainsi que de nouvelles infrastructures pour extraire des couches de phosphate inférieures.²⁴

Le 7 novembre 2015, exactement 40 ans après l'invasion du Sahara Occidental par le Maroc, l'OCP a annoncé qu'il allait investir 1,9 milliard de \$ dans Phosboucraa. Le principal objectif déclaré est de développer la capacité industrielle de Phosboucraa, notamment par l'installation d'une usine de production d'engrais. En outre, la capacité logistique de Phosboucraa va apparemment être renforcée et une véritable technopole sera développée.²⁵

Pic P

Le phosphate est un composant essentiel des engrais desquels dépendent la production et la sécurité alimentaire mondiale. Il existe depuis quelque temps des préoccupations sur cette dépendance de la population mondiale à une réserve limitée de phosphore, et sur ses implications sur la productivité agricole, les prix des aliments et de la nourriture de la population mondiale, en particulier dans les pays en développement. Le terme "pic phosphore" a rejoint la notion de "pic pétrolier" dans le lexique des pénuries du 21^{ème} siècle. Il n'existe aucun substitut au phosphore dans l'agriculture.²⁶

La zone Maroc, augmentée ou non du Sahara Occidental, contrôle les plus grandes réserves de phosphate au monde et fait du Maroc le troisième plus grand producteur de phosphates dans le monde.²⁷

Le besoin mondial croissant en minerai de phosphate et en engrais a été un des facteurs des fluctuations étranges du prix du marché du minerai en 2008. Comme les prix de la demande alimentaire mondiale et de l'alimentation ont augmenté, il y a eu une demande accrue de phosphate. Dans ce rapport, le prix moyen du phosphate est calculé pour 2017 à 89,67 \$/tonne. Le prix du marché a chuté au cours de l'année.

Le convoyeur roulant le plus long du monde (ci-dessous) transporte la roche de la mine jusqu'à la mer. Continental et Siemens sont des partenaires clés de ce tapis roulant. Les éoliennes Siemens, construites en 2013, fournissent toute l'énergie nécessaire à l'installation.

Les Exportations

	2017	2016
Quantité de phosphate exporté	1 591 840 tonnes	1 858 000 tonnes
Valeur du phosphate exporté	142,74 millions \$	213,7 millions \$
Coût estimé de la production	80 millions \$	80 millions \$
Recette estimée pour l'OCP	62 millions \$	130 millions \$
Valeur du plus gros chargement sorti du territoire	7 084 millions \$	8 325 millions \$
Valeur du plus petit chargement sorti du territoire	1,524 million \$	1,725 million \$
Nombre de navires partis avec du phosphate du territoire	27	37
Montant moyen de phosphate exporté dans chaque navire	59 000 tonnes	50 000 tonnes
Valeur moyenne de phosphate exporté à chaque expédition	5,3 millions \$	5,6 millions \$
Prix annuel moyen de minerai de phosphate de Bou Craa utilisé pour les calculs dans ce rapport (par tonne)	89,67 \$	112 \$

Methodologie

Ce rapport est établi à partir des données recueillies dans le cadre du suivi continu des navires. Les prix des phosphates ont été établis avec la tarification des produits commerciaux du site " Index Mundi ", comparé à d'autres sources. Comme les contrats d'approvisionnement à long terme entre l'OCP et ses clients sont susceptibles d'inclure des prix fixes qui ne sont pas divulgués, le présent rapport utilise le prix moyen annuel de 89,67 \$ US pour le marché du minerai de phosphate.

Les quantités de phosphate chargées dans les navires ont généralement été calculées à 97 % du fret total du navire (et du combustible de soute et réserves), capacité exprimée en port en lourd (Tpl). Dans les cas où les navires étaient de moins de 40 000 tonnes de port en lourd, le facteur de 97% a été réduit pour tenir compte de la

quantité relative plus élevée du carburant et des provisions et, parfois, le mauvais temps potentiellement rencontré en route vers les ports de destination. Les navires ont été suivis et leurs arrivées confirmées aux destinations indiquées. Lorsque cela est possible, les montants estimés ont été vérifiés par le biais de documents d'expédition, y compris les connaissements et reçus d'arrivée au port.

WSRW pense avoir détecté, suivi et pris en compte tous les navires au départ du port de El Aaiun pour 2017. Cependant WSRW ne peut exclure la possibilité qu'un navire ou d'avantage n'aient pu être détectés.

Fluctuation des niveaux d'exportation

En général, les calculs de WSRW au cours des dernières années sont confirmés dans les rapports de l'OCP.²⁸

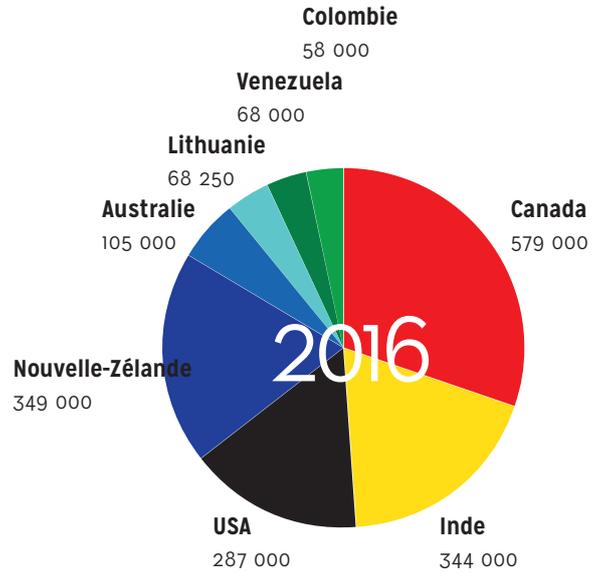
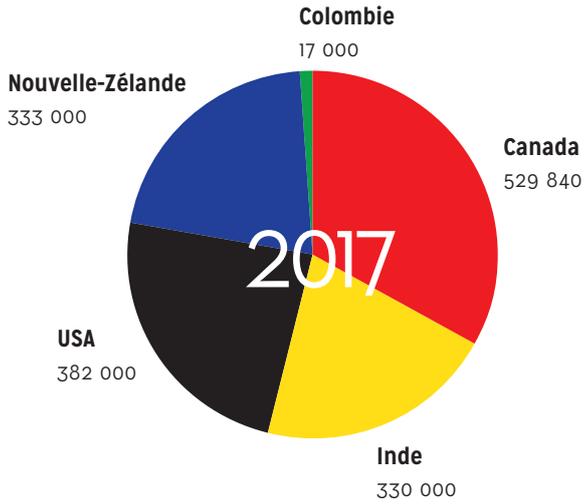
Jusqu'en 2006, l'exportation de phosphate était en moyenne de 1,1 million de tonnes par an, considérablement inférieure à la capacité de production de 2,6 millions de tonnes.²⁹ À la fin des années 1970, la production s'est arrêtée pendant les trois ans du conflit armé sur le territoire, pour atteindre progressivement 2 millions de tonnes à la fin des années 1990. WSRW a commencé le suivi quotidien en 2011. Notre premier rapport a estimé les exportations OCP des phosphates extraits à Bou Craa à 1,8 million de tonnes en 2012 et 2,2 millions de tonnes en 2013. La projection de WSRW de 2,1 millions de tonnes de phosphate de Bou Craa en 2014 a été confirmée dans le volume des phosphates " traités " mentionnés

dans le Prospectus d'OCP déposé à la Bourse irlandaise.³⁰ Après le niveau exceptionnellement bas des exportations en 2015, le volume de 2016 est plus conforme aux niveaux observés dans le passé. En 2017, le volume exporté a de nouveau baissé, en grande partie du fait de la poursuite des retraits des entreprises acheteuses.

L'OCP estime les réserves de Bou Craa à 500 millions de tonnes.³¹ Bou Craa contribue aux environs de 7% des volumes totaux extraits par l'OCP³², et à environ 25% de ses ventes totales de minerai de phosphate.³³

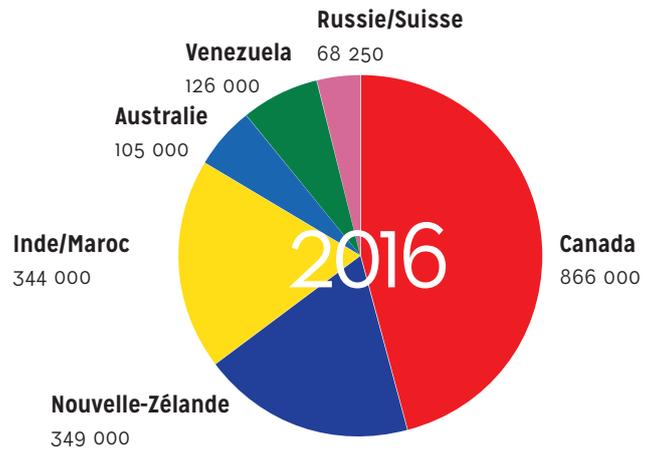
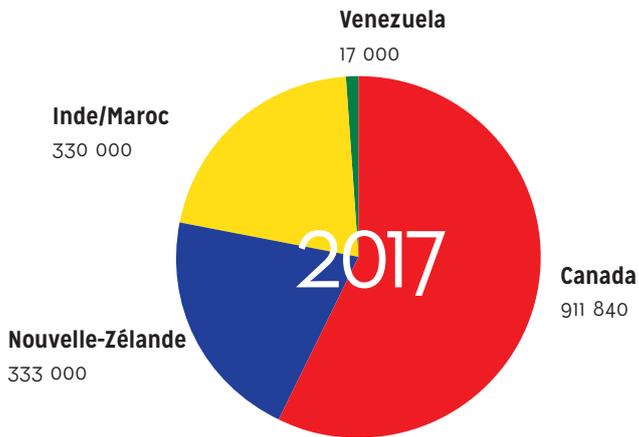
Importations par pays importateurs.

En tonnes



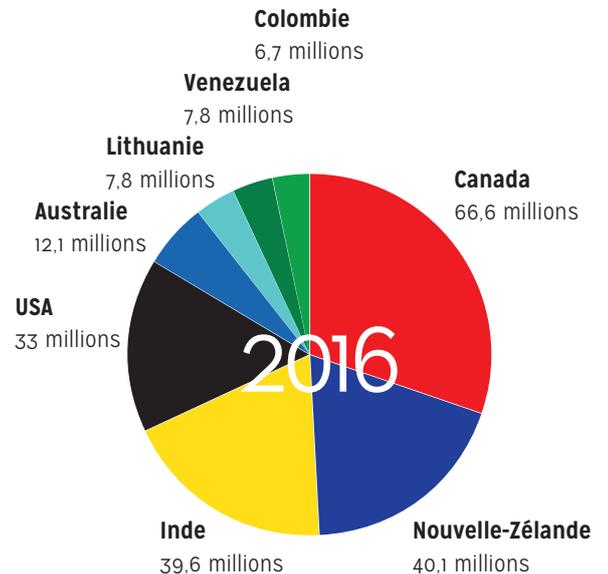
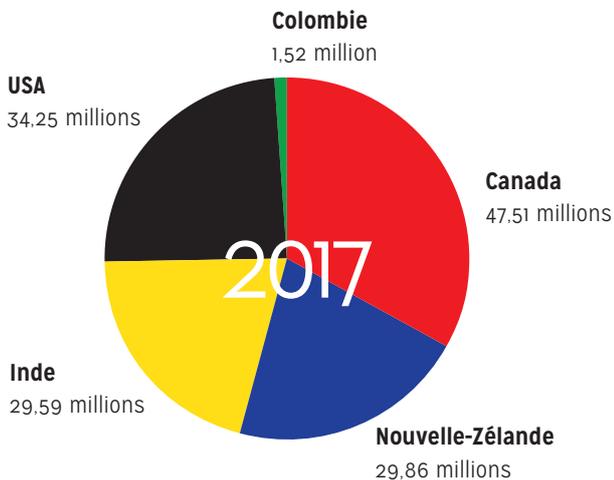
Clients par nationalité de la compagnie

En tonnes



Valeur par pays importateur

En \$ US



Les importateurs, 2017

Rang	Nom de la compagnie	Pays de la maison mère	Destination de l'importation	Nombre de chargements	Poids de l'achat de phosphate (tonnes)	Valeur des phosphates achetés (\$US)
1	Agrium Inc.	Canada	Vancouver, Canada	9	529 840	47,51 millions
2	Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	Canada	Geismar, USA	5	382 000	34,25 millions
3	Paradeep Phosphates Ltd.	Inde/Maroc	Paradip, Inde	6	330 000	29,59 millions
4	Ballance Agri-Nutrients Ltd.	Nouvelle-Zélande	Tauranga/Bluff Cove/Invercargill, Nouvelle-Zélande	4	223 000	20 millions
5	Ravensdown Fertiliser Co-op Ltd.	Nouvelle-Zélande	Napier, Nouvelle-Zélande	2	110 000	9,86 millions
6	Monmeros SA	Venezuela	Barranquilla, Colombie	1	17 000	1,59 millions

Les auxiliaires de l'OCP pour la mine

La compagnie allemande Siemens fournit toute l'énergie nécessaire à l'exploitation marocaine minière illégale du phosphate au Sahara Occidental. La réfugiée sahraouie Khadja Bedati a interpellé Siemens lors l'assemblée générale annuelle 2018 de l'entreprise. Siemens n'a pas répondu à ses questions.



SIEMENS

La compagnie allemande d'ingénierie Siemens a construit en 2013 le parc éolien de Foum el Oued au Sahara Occidental occupé. Le parc a été commandé par l'agence nationale marocaine d'électricité, l'ONEE. Siemens a collaboré avec la société marocaine d'énergie éolienne NAREVA - détenue par le roi du Maroc. Foum el Oued, composé de 22 éoliennes fournit aujourd'hui 95% des besoins énergétiques de Phosboucraa. En d'autres termes : la quasi-totalité de l'énergie requise pour l'exploitation et le transport du phosphate dans le Sahara Occidental est générée par les éoliennes livrées par Siemens. La production d'énergie verte rend le pillage marocain du territoire encore plus lucratif.³⁴ WSRW a écrit à Siemens le 7 décembre 2017 concernant ses opérations sur le territoire. La compagnie a répondu qu'elle "s'abstenait de prendre position ou de porter des jugements sur des questions de droit international".

ATLAS COPCO

L'entreprise industrielle suédoise Atlas Copco a, en 2008, vendu d'importantes foreuses à l'OCP pour une utilisation dans la mine de Bou Craa. Avec les ventes, Atlas Copco s'est engagé à fournir des pièces de rechange et de maintenance aux mêmes plates-formes. On ne sait pas combien d'années Atlas Copco est lié par ce contrat. WSRW a d'abord contacté Atlas Copco au sujet de ses livraisons en mai 2013.³⁵ Alors que la compagnie semblait d'abord encline à rencontrer WSRW, elle a plus tard refusé. WSRW a envoyé à Atlas Copco un autre courrier le 27 mars 2017, détaillant nos préoccupations et questions.³⁶

CONTINENTAL

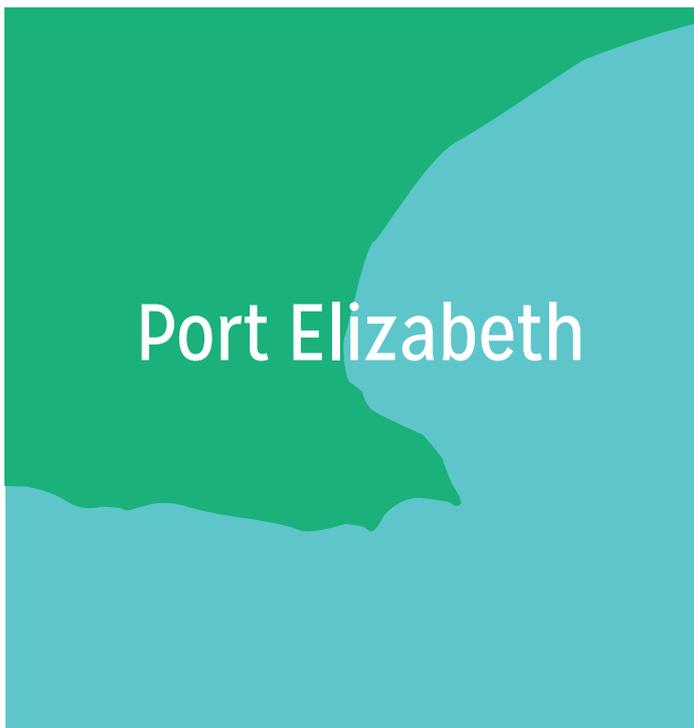
Filiale de la compagnie allemande Continental, ContiTech joue un rôle clé dans le maintien de la longue courroie du convoyeur de phosphate OCP qui va de la mine à la mer. La compagnie a déclaré avoir fourni des systèmes permettant un débit, sur le tapis roulant de " 2000 tonnes

par heure et une vitesse de plus de quatre mètres par seconde ".³⁷ En 2015, Continental a annoncé avoir conclu un accord avec l'OCP pour la mise en place d'une installation de production de convoyeur au Maroc afin de fournir des courroies pour les systèmes de l'OCP. WSRW a écrit à la compagnie le 29 mars 2017.³⁸ Continental a répondu le 10 avril que l'installation de production était opérationnelle en avril 2017 et que la société recevait toujours des commandes de " tous les sites OCP, y compris Phosboucraa, pour tous les types de convoyeurs ". ContiTech a également déclaré que " le jugement de la CJUE affirme que le Sahara Occidental ne peut pas être considéré comme inclus dans certains accords établis par l'UE et le Royaume du Maroc. Nos activités commerciales ne sont pas incompatibles avec une telle décision. De plus, le respect de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme est un principe essentiel. Il crée le cadre de nos opérations et est une condition préalable à notre succès."³⁹

Les nationalités des transporteurs

	Nombre de navires	Volume transporté	Valeur en \$
Pays du propriétaire enregistré			
Japon	5	302 840	27 155 662.8 \$
Chine	3	193 000	17 306 310 \$
Iles Marshall	3	191 000	17 126 970 \$
Hong Kong	3	166 000	14 885 220 \$
Grèce	3	165 000	14 795 550 \$
Bermudes	2	141 000	12 643 470 \$
Liberia	2	134 000	12 015 780 \$
Singapour	2	113 000	10 132 710 \$
Turquie	2	77 000	6 904 590 \$
Norvège Panama	1 pour chacun		
Pays du gérant			
Danemark	5	290 840	26 079 622.8 \$
Chine	4	239 000	21 431 130 \$
Monaco	3	176 000	15 781 920 \$
Iles Marshall	2	133 000	11 926 110 \$
Hong Kong	2	120 000	10 760 400 \$
Grèce	2	110 000	9 863 700 \$
Turquie	2	77 000	6 904 590 \$
Bangladesh Bermudes Italie Japon Norvège Singapour Royaume Uni	1 pour chacun		
Propriétaire du groupe nationalité enregistrée			
Japon	6	361 840	32 446 193 \$
Chine	5	299 000	26 811 330 \$
Bermudes	3	220 000	19 727 400 \$
Iles Marshall	3	168 000	15 064 560 \$
Inconnu	2	133 000	11 926 110 \$
Panama	2	110 000	9 863 700 \$
Turquie	2	77 000	6 904 590 \$
Norvège Îles Cayman Danemark Singapour	1 pour chacun		
Propriétaire du groupe nationalité de la majorité des actionnaires			
Japon	6	361 840	32 446 193 \$
Chine	5	299 000	26 811 330 \$
Bermudes	3	220 000	19 727 400 \$
Inconnu	3	187 000	16 768 290 \$
Grèce	3	165 000	14 795 550 \$
Turquie	2	77 000	6 904 590 \$
Norvège Hong Kong Chile Singapour Monaco	1 pour chacun		
Pavillon			
Iles Marshall	6	385 000	34 522 950 \$
Hong Kong	5	299 000	26 811 330 \$
Panama	4	231 840	20 789 092 \$
Grèce Liberia and Singapour	2 pour chacun		
Norvège Ile de Man Malte Turquie Philippines GB	1 pour chacun		
P&I club (mutuelle maritime de protection et indemnisation)			
UK P&I Club	4	224 000	20 086 080 \$
GARD AS	4	248 000	22 238 160 \$
North of England P&I Club	4	252 842	22 672 342 \$
The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association	3	191 000	17 126 970 \$
SKULD	3	194 000	17 395 980 \$
Steamship Mutual	3	169 000	15 154 230 \$
Japan Ship Owners Mutual P&I Britannia Steam Ship Insurance Association	2 pour chacun		
Hanseatic Underwriters The Standard Club	1 pour chacun		

Le cas des produits pillés



Le 1er mai 2017, le vraquier NM Cherry Blossom a été arraisonné à Port Elizabeth par une ordonnance du tribunal, à la demande de la République Sahraouie (RASD). Le navire avait seulement prévu une brève escale afin de prendre du carburant sur le long voyage du Sahara Occidental vers la Nouvelle-Zélande. Peu de temps après son entrée au port, la RASD a présenté une requête à la Haute Cour sud-africaine, affirmant que la cargaison de 55 000 tonnes avait été illégalement extraite et exportée du Sahara Occidental par le gouvernement marocain.

Le 15 juin, un grand panel de trois juges de la Haute Cour à Port Elizabeth a confirmé l'acceptabilité de l'ordonnance du 1er mai 2017 et a décidé que l'affaire devait être jugée.⁴⁰ Le problème juridique central est la question des droits sur la cargaison : qui en est propriétaire, l'importateur néo-zélandais peut-il l'avoir légalement acquise après avoir été averti pendant des années par les autorités sahraouies ?

OCP SA, la compagnie nationale de phosphate du Maroc, a racheté la marchandise à Ballance, agissant ainsi comme propriétaire dans les procédures judiciaires. En juillet 2017, cependant, OCP SA a décidé de laisser tomber son droit sur la cargaison, accusant le tribunal sud-africain de rendre " un avis politique transparent " et de commettre " un grave abus de pouvoir " et ainsi de saboter le " processus de résolution de l'ONU ".⁴¹

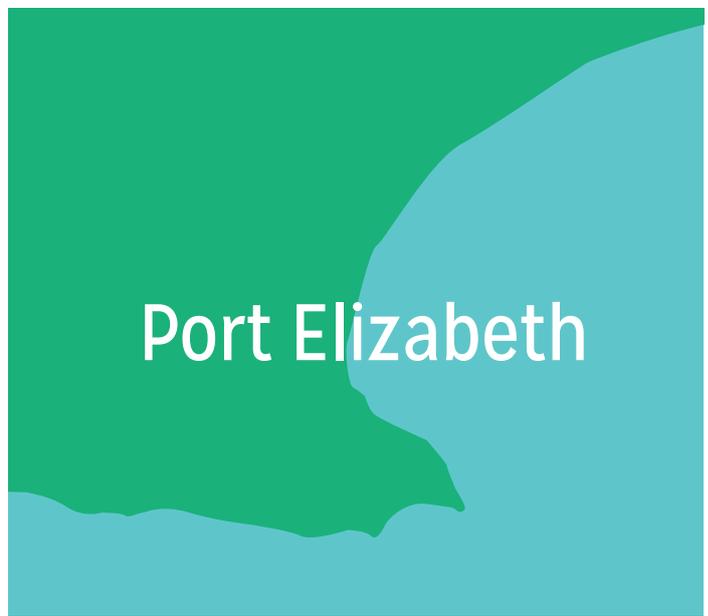
Le 23 février 2018, la Haute Cour a confirmé que la RASD était propriétaire de la totalité de la cargaison du NM Cherry Blossom. Ni OCP SA ni Phosphates de Boucraa SA n'en ont jamais été légalement propriétaire et n'avaient le droit de vendre le minerai de phosphate à Ballance Agri-Nutrients.⁴²

C'est le premier cas de ce genre contre le pillage des ressources du territoire.⁴³ Il illustre l'augmentation du risque juridique et financier des entreprises participant au pillage illégal du Maroc. Ce risque est exacerbé depuis le jugement de la Cour de justice de l'UE le 21 décembre 2016 et sa conclusion rappelant que le Sahara Occidental a un statut séparé et distinct de tout autre pays au monde, ce qui inclut le Maroc.⁴⁴

La valeur du fret du NM Cherry Blossom est d'environ 5 millions de dollars US. Cela équivaut à environ dix pour cent de l'aide humanitaire accordée annuellement aux camps de réfugiés en Algérie, dont les habitants sont le véritable propriétaire du minerai.

En 2017, en attendant que l'affaire soit jugée, l'affrètement s'est plaint au tribunal de la perte financière causée à la compagnie maritime par le délai. D'après les documents judiciaires que WSRW a obtenu, l'entreprise Furness Withy Chartering allègue que les frais de détention du navire s'élevaient à 10 300 \$US par jour. En d'autres termes, selon l'affrètement, au moment de la publication de ce rapport en avril 2018, le navire a été immobilisé pour presque une année pour un coût de 3,5 millions de dollars. Les coûts liés à l'interruption du programme de navigation viennent probablement s'ajouter à cela.

L'arrêt en Afrique du Sud a été un incident ponctuel pour l'importateur néo-zélandais Ballance Agri-Nutrients. Tous les navires pour la Nouvelle-Zélande se déplacent normalement vers l'ouest par l'Amérique du Sud et le Pacifique. À la connaissance de WSRW, les navires vers la Nouvelle-Zélande n'avaient auparavant jamais emprunté la route Afrique du Sud et Océan Indien. Pourtant, les ports sud-africains sont régulièrement utilisés pour l'approvisionnement des navires venant du Sahara Occidental et à destination de l'Inde et l'Australie.



Les acteurs devant la cour



Navire : **NM Cherry Blossom** IMO : **9703655** Pavillon : **Iles Marshall**

Cargaison estimée de minerai de phosphate : **55 000 tonnes** Opérateur : **AM Nomikos**

Départ : **El Aaiun, Sahara Occidental, le 13 avril 2017**

Arraisonnement : **Port Elizabeth, Afrique du Sud, le 1er mai 2017**
Le navire est toujours retenu au 25 avril 2018

Cargaison vendue aux enchères : **La Cour a ordonné une vente aux enchères du fret, à terme le 19 avril 2018.**

OCP

L'OCP SA est une entreprise nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A. C'est l'OCP qui défend la cargaison devant le tribunal sud-africain.

Financé par les 200 millions de dollars annuel du pillage du Sahara Occidental, l'OCP a engagé une grande troupe de cabinets d'avocats en droit international et de compagnies de relations publiques pour défendre son cas et gérer l'image de ses opérations.⁴⁵

RASD

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) représente le peuple du Sahara Occidental devant la cour. La RASD n'est pas reconnue comme un État membre de l'ONU, mais elle est un membre à part entière de l'Union africaine. La République représente à la fois le peuple du Sahara Occidental qui a fui l'invasion marocaine et celui qui vit sous occupation marocaine. La structure de l'État se chevauche avec celle du Front Polisario, que l'ONU reconnaît comme le mouvement de libération nationale du territoire.

La cour de Panama a relâché le navire

Le 17 mai 2017, un tribunal maritime du Panama a ordonné la détention du navire Ultra Innovation, transportant du minerai du Sahara Occidental pour Agrium au Canada, par le port de Vancouver. 30 heures plus tard, une garantie financière a été engagée par la compagnie maritime pour la libération du navire. Le 5 juin, le tribunal maritime de Panama a décidé, sans organiser d'audience formelle, que la question ne pouvait être réglée par cette juridiction. D'après ce que WSRW comprend, les autorités sahraouies ont fait appel de la décision et envisagent l'utilisation des tribunaux de commerce du pays pour les poursuites judiciaires futures, contre les navires et les compagnies maritimes.



FURNESS WITHY CHARTERING and MAERSK

L'affrèteur de la cargaison à destination de la Nouvelle-Zélande est Furness Withy, une compagnie d'exploitation et de courtage de cargaison sèche basée à Londres / Melbourne qui fait partie de la société allemande Hamburg Süd. Cette entité est en soi entièrement détenue par l'Oetker Group, particulièrement connu internationalement pour ses pizzas congelées Dr Oetker. Mais sa branche d'expédition est apparemment responsable de l'affrètement de navires provenant du Sahara Occidental depuis de nombreuses années, probablement par l'intermédiaire de sa filiale en Australie, qui traite les cargaisons en vrac Australie-Europe.⁴⁸

WSRW a identifié environ 20 probable transports - mais non confirmés - Furness / Oetker au cours de la dernière décennie.⁴⁹ À l'arrivée du navire Furness Karumba en Australie en 2008, des représentants du syndicat maritime d'Australie sont montés à bord du navire pour remettre au capitaine une lettre de protestation contre le commerce des phosphates sahraouis. La lettre a également été envoyée aux entreprises impliquées dans le transport, ainsi qu'à l'importateur local.⁵⁰

Le 14 mars 2017, Oetker Group a annoncé un accord visant à vendre sa filiale Hamburg Süd à la compagnie danoise Maersk.⁵¹ La société danoise a confirmé à WSRW par courrier le 13 juin 2017 que Furness Withy fera partie du paquet. " Jusqu'à ce que l'accord final ait été conclu (ce que nous prévoyons pour le quatrième trimestre en 2017), Hamburg Süd fonctionne comme une entreprise totalement indépendante. Cela signifie qu'il n'y a aucun moyen d'échanger des informations sensibles ou d'influencer l'activité avant que la transaction soit terminée ", a écrit Maersk à WSRW. La prise de contrôle de Maersk s'est achevée le 30 novembre 2017.⁵² L'aperçu de l'entreprise de Maersk pour 2017 comprend les compagnies Furness.⁵³



AM NOMIKOS

AM Nomikos Transworld Maritime est le propriétaire et l'exploitant du NM Cherry Blossom. WSRW a contacté l'entreprise le 8 mai 2017 et n'a pas reçu de réponse.⁵⁴ AM Nomikos était également le propriétaire / opérateur du navire Sophiana transportant une cargaison similaire destiné à Ballance en novembre-décembre 2016.



BALLANCE AGRI-NUTRIENTS

Ballance Agri-Nutrients, une coopérative de Nouvelle-Zélande est le probable propriétaire actuel de la cargaison, mais ne s'est pas déclaré en public. Ballance a admis en réponse aux médias néo-zélandais être le destinataire final de la cargaison. Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et produits connexes en Nouvelle-Zélande. Ballance et les usines que la coopérative a acquises au cours des années, sont acheteurs des phosphates Bou Craa depuis des décennies. L'entreprise a signé un accord à long terme avec l'OCP en 1999, obligeant l'OCP à fournir des phosphates à Ballance.⁴⁶

15 jours après l'arraisonnement du NM Cherry Blossom, un nouveau navire, le Common Spirit, a quitté El Aaiun avec un fret de remplacement.⁴⁷ Ce navire est passé par le détroit de Magellan et fait le tour de l'Amérique du Sud.

“Nous avons acheté le navire Golden Keen avec un contrat d'affrètement établi début 2017 et, malheureusement, le Sahara Occidental n'a pas été exclu du contrat d'affrètement. Le navire a été affrété à une tierce partie pour le reste de l'année 2017, et nous n'étions donc pas en mesure d'arrêter les transports depuis le Sahara Occidental sur ce navire en particulier.”

à commenté Birgitte Ringstad Vartdal, directrice générale de Global Ocean Management AS à propos d'une cargaison de 79 000 tonnes à destination des USA en août 2017 ⁵⁵

“Étant basés en Asie, nous confessons que nous ne savions rien au sujet du Sahara Occidental. Nous n'avons fait qu'un seul transport... mais maintenant que nous comprenons la question, nous ne feront plus aucun contrat sur du commerce partant de là-bas.”

Jinhui Shipping à South China Morning Post concernant un transport destiné à la Nouvelle-Zélande, 2008.⁵⁶

“Nous avons une clause distincte qui exclut tout commerce au Sahara Occidental.”

Seven Seas Carriers, 2015.⁵⁷

Une erreur malheureuse.”

Uglands Rederi concernant un transport effectué par une société d'affrètement en 2015.⁵⁸

“Nous ne voulons pas que nos navires soient utilisés au Sahara Occidental.”

Wagle Chartering, 2009, après que les médias aient publié l'information.⁵⁹



Au moment de la publication de ce rapport, le vraquier NM Cherry Blossom est immobilisé en Afrique du Sud depuis presque un an parce qu'il transporte du minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé. C'est le dernier navire à avoir emprunté depuis le Sahara Occidental la route de la pointe sud de l'Afrique.



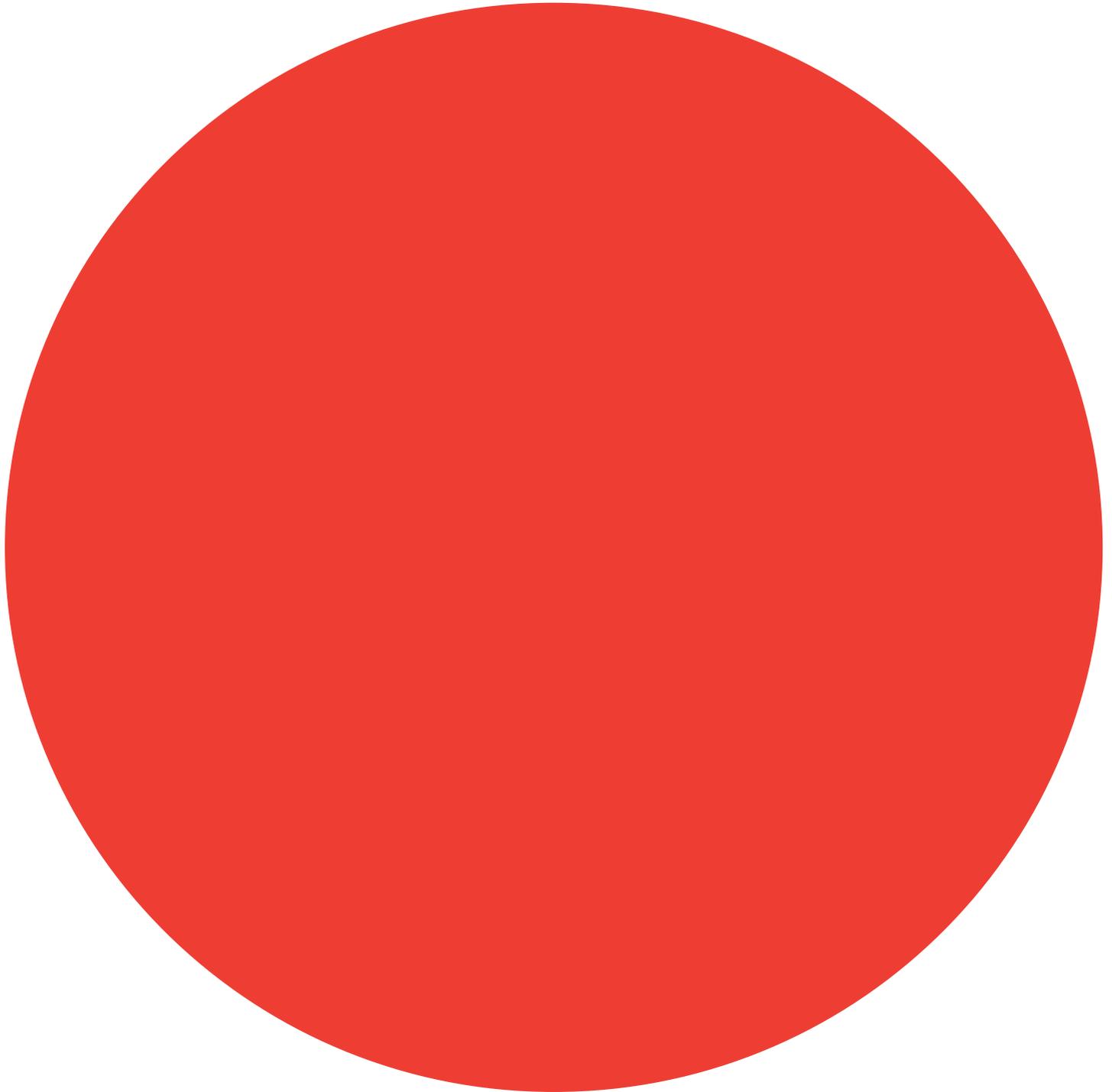
Spar Shipping, une société sœur de la chaîne de supermarchés Sparkjøp à Bergen, en Norvège, a de nouveau transporté du phosphate du Sahara Occidental, à bord du Spar Lyra (IMO 9289013) en février 2017. La valeur du fret était d'environ 4,9 millions de dollars.



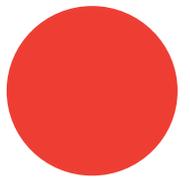
L'Ultra Innovation (IMO 9767481), pavillon Panama, est entré dans les docks de Vancouver, au Canada, le 8 juin 2017, avec une cargaison de 59 840 tonnes de minerais de phosphate. Le navire avait été arrêté au canal de Panama, et le cas n'est toujours pas résolu dans les tribunaux panaméens. C'est le dernier navire à avoir traversé le canal de Panama. Il est exploité par Ultrabulk Shipping A / S au Danemark et appartient à Shoeni Kisen Kaisha Ltd au Japon.

Les compagnies impliquées dans le commerce

Six entreprises et coopératives impliquées dans les importations de phosphates du Sahara Occidental ont été identifiées en 2017. Ces sociétés, en plus de l'exportateur marocain, et d'un acheteur clé aux Etats-Unis, sont listées dans l'ordre de leur implication dans les pages suivantes.



O.C.P SA (Maroc/ Irlande)



OCP SA est une compagnie nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental. Le travail s'effectue par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A.

Entreprise principalement nationale, il n'est pas possible aux investisseurs étrangers d'acheter des actions OCP.

Toutefois, des obligations OCP sont offertes aux investisseurs par le biais de la Bourse irlandaise depuis 2014. Plusieurs investisseurs institutionnels ont depuis placé l'OCP en liste noire de leurs portefeuilles pour son implication au Sahara Occidental.

Les affaires de l'OCP à la Bourse irlandaise sont gérées par Barclays, Morgan Stanley et JP Morgan, compagnies multinationales de services financiers basées au Royaume-Uni et aux États-Unis.

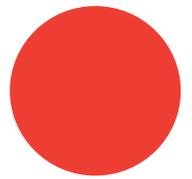
La compagnie a chargé les entreprises DLA Piper, KPMG, Covington & Burling, Palacio y Asociados, Edelman et Dechert LLP de plaider la légalité des opérations de l'OCP au Sahara Occidental. En plus de campagnes de lobby, les entreprises mentionnées émettent également des rapports qui allèguent la solidité légale de l'exploitation de Bou Craa en raison du bénéfice prétendu pour le peuple sahraoui. Aucun de ces rapports n'a été mis à la disposition des Sahraouis ou de WSRW.

“Suite aux courriels que je vous ai envoyés les 19 octobre 2013, 15 novembre 2013, 15 juillet 2014, 10 septembre 2014, 16 octobre 2014, 10 février 2015, 4 mars 2015, 5 janvier 2016, 14 janvier 2016, 2 février 2016, 10 Février 2016, 15 mars 2016, 30 août 2016, 27 septembre 2016, 13 octobre 2016, 16 novembre 2016, 12 janvier 2017 et 13 février 2017, 13 mars 2017, 23 avril 2017 et 28 mars 2018, je vous écris à nouveau pour un suivi de questions très importantes.”



Senia Bachir Abderahman, réfugiée sahraouie, a le 13 mars 2017 et pour la vingt et unième fois, demandé à l'OCP des copies des rapports commandés par l'OCP et dont les compagnies importatrices affirment qu'ils légitiment leurs opérations. Elle n'a reçu aucune réponse.

AGRIUM INC (Maintenant NUTRIEN INC) Canada)



La compagnie canadienne Agrium a commencé à importer des phosphates du Sahara Occidental pour la première fois au cours de l'automne 2013. Le vraquier le Pacific Constant vu ici à son départ du port de Vancouver après avoir livré des phosphates du territoire occupé en décembre 2017.

Au début de 2018, Agrium Inc a fusionné avec Potash Corporation of Saskatchewan Inc en Nutrien Inc. Les deux entreprises étaient d'importants importateurs de minerai de phosphate du Sahara Occidental - un héritage qui passe à Nutrien.

Agrium Inc était un producteur et distributeur mondial de nutriments pour les marchés agricoles et industriels. La compagnie était une société anonyme, basée à Calgary, au Canada. La compagnie était cotée aux bourses de New York et de Toronto.

Agrium Inc. a signé un contrat avec l'OCP en 2011, et annoncé qu'elle allait commencer à importer dans la seconde moitié de 2013. Les phosphates importés pour remplacer une source épuisée au Canada, ont été déclarés comme provenant du " Maroc " ⁶⁰ Agrium Inc. transporte le phosphate débarqué à quai à Vancouver, par chemin de fer, vers une usine de fabrication d'engrais à Redwater, dans la province d'Alberta.

En 2016 Agrium a commandé à Norton Rose Fulbright Canada LLP une évaluation de son impact sur les droits de l'Homme au Sahara Occidental. Le rapport contient plusieurs failles en termes de contenu d'analyse et de méthodologie. L'analyse souligne explicitement que déterminer si oui ou non le Maroc est la puissance administrante du Sahara Occidental " dépasse le cadre de cette évaluation ".

Pourtant, le rapport d'évaluation répète plusieurs fois que le Maroc est le pouvoir administrant et qu'il a donc le droit de gérer les ressources du territoire.

Ce rapport est utilisé aujourd'hui pour convaincre les investisseurs que les opérations de l'entreprise sont correctes. Parallèlement, Agrium a ajouté à WSRW le 30 mars 2017 que " tout problème que vous pourriez avoir avec le contenu ou le contexte du travail effectué, doit être abordé avec [Norton Rose Fulbright] directement et nous serions heureux de vous aider à faciliter cette discussion. " ⁶²

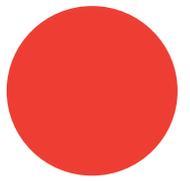
La compagnie refuse systématiquement de répondre à toutes questions concernant les mesures qu'elle a prises pour obtenir le consentement du peuple sahraoui.

En 2017, Agrium a reçu 9 cargaisons de minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental, soit environ 529 840 tonnes d'une valeur totale de 47,5 millions de dollars US. Il s'agit d'une diminution par rapport aux 579 000 tonnes importées de 2016, mais bien inférieur aux 779 000 tonnes de leur première année complète d'importation, 2014.

En février 2018, WSRW a demandé à Nutrien si la société avait entrepris des démarches pour obtenir le consentement du peuple du Sahara Occidental concernant les importations de minerai de phosphates par Agrium en 2017, et s'est enquis de la fin annoncée des importations. ⁶³ La compagnie n'a pas répondu.

Chuck Magro, ex-PDG d'Agrium et actuel PDG de Nutrien, a annoncé le 25 janvier 2018 que le contrat entre la compagnie héritée - Agrium - et l'OCP serait résilié d'ici la fin de l'année. La société continue d'évaluer ce qu'il faut faire des importations pour l'usine contrôlée par la société PotashCorp et a annoncé qu'elle ferait une déclaration à ce sujet mi-2018. ⁶⁴

POTASH CORPORATION OF SASKATCHEWAN INC. (Maintenant NUTRIEN INC) (USA/Canada)



Le navire le Double Rejoice charge des phosphate sur la jetée à El Aaiun Sahara Occidental occupé le 5 décembre 2012. Le navire se dirigeait alors vers PotashCorp États-Unis. À l'arrière-plan, une file de vraquiers attend pour charger.

Potash Corporation of Saskatchewan Inc (PotashCorp) détient le record d'importation en provenance du territoire occupé. Ayant hérité de Arcadian Corp - lors de l'acquisition de cette compagnie en 1996 - d'un contrat d'importation datant des années 80 PotashCorp a acheté le minerai de phosphate sahraoui pendant près de deux décennies sans discontinuer.

En 2018, PotashCorp a achevé sa fusion avec Agrium Inc, et lancé Nutrien Inc - qui a hérité ainsi des importations de phosphates du Sahara Occidental.

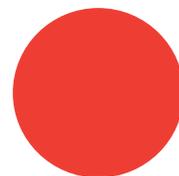
Avant la fusion, PotashCorp était basée à Saskatchewan au Canada et était cotée à la bourse de Toronto (TSX-PCS). L'usine d'acide phosphorique de la compagnie à Geismar, en Louisiane, Etats-Unis, importe et traite le minerai de phosphate du Sahara. Les accords à long terme de l'entreprise avec l'OCP marocain ont été adoptés par Nutrien. Alors que Nutrien a annoncé qu'elle mettrait fin aux importations du Sahara Occidental par Agrium à la fin de 2018. La société n'a pas encore décidé du sort des importations faites par l'intermédiaire de PotashCorp.⁶⁵

En 2017, PotashCorp a acheté environ 382 000 tonnes de phosphate extrait du Sahara Occidental occupé, pour une valeur d'environ 34 millions de dollars US. Le volume importé présente une augmentation par rapport aux 287 000 tonnes que la compagnie a reçues en 2016. Les importations de PotashCorp en 2017 ont été effectuées en cinq cargaisons, plus ou moins régulièrement, pour répondre à une demande constante de phosphore dans la fabrication de produits alimentaires.

Au fil des ans, PotashCorp a plusieurs fois changé sa déclaration de position sur le Sahara Occidental, un document intitulé " le minerai de phosphate du Sahara Occidental ". La sixième et plus récente révision a été publiée en novembre 2016.⁶⁶ Dans ce texte, PotashCorp tente de défendre ses importations en provenance du Sahara Occidental en répétant le mantra du gouvernement marocain qu'il est permis d'exploiter les mines de Bou Craa tant que la " population locale " y gagne certains avantages. La compagnie s'est auparavant référée aux accords de l'UE pour défendre cette position, mais depuis 2016, elle a complètement cessé de mentionner l'UE. PotashCorp soutient également que sa participation est non-politique et prétend qu'il ne peut cesser d'importer en raison des engagements contractuels et parce que cela impliquerait un " jugement politique " qui pourrait avoir une incidence sur le " bien-être économique de la région ". PotashCorp oublie de mentionner le principe fondamental de l'autodétermination dans son document de position.

En février 2018, WSRW a demandé à Nutrien si elle avait cherché le consentement du peuple sahraoui pour les importations de PotashCorp en 2017, tel qu'édicte par la CJUE, et comment la société évalue la valeur de ces importations compte tenu des risques juridiques accrus associés.⁶⁷ Nutrien n'a pas répondu. Dans une réponse antérieure, l'entreprise historique PotashCorp avait esquivé la question tout en réitérant sa conviction que les opérations de l'OCP " offrent des bénéfices économiques et sociaux au peuple sahraoui ". PotashCorp se considère comme une influence positive sur le comportement de l'OCP " Toute décision de cesser de faire des affaires dans la région sur la base d'un jugement politique pourrait nuire au bien-être économique de la région ", affirme la compagnie.⁶⁸

PARADEEP PHOSPHATES LTD (Inde/Maroc)



Paradeep Phosphates Limited (PPL) produit, commercialise et distribue des engrais et des sous-produits à base de phosphate à usage agricole.⁶⁹ La compagnie a été créée en 1981 en joint venture entre le gouvernement de l'Inde et la République de Nauru. En 1993, le gouvernement indien a pris la totalité de la propriété de l'entreprise. En raison de pertes significatives à la fin des années 90, le gouvernement de l'Inde a décidé d'en céder 74% en février 2002. Cette part a été achetée par Zuari Maroc Phosphates Ltd, une joint-venture 50-50 de Zuari Industries Ltd (filiale du groupe indien Adventz) et Maroc Phosphore SA - une filiale en propriété exclusive de l'OCP.⁷⁰ Aujourd'hui, PPL opère en tant que filiale de Zuari Global Limited, qui détient 80,45% de participation, tandis que le gouvernement indien détient les 19,55% restants.⁷¹ En d'autres termes, PPL appartient au gouvernement du Maroc, à un conglomérat privé indien (groupe Adventz) et au gouvernement indien.

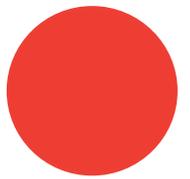
PPL a son siège social à Bhubaneswar, en Inde, et reçoit sa roche de phosphate dans la ville portuaire de Paradip, à environ 120 kilomètres à l'est.⁷²

Selon les recherches de WSRW, PPL a reçu six cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé en 2017, totalisant environ 330 000 tonnes pour une valeur estimée à 29,6 millions de dollars US. Le volume importé est comparable à celui de l'année précédente, d'environ 344 000 tonnes. Les cargaisons ont été en moyenne d'environ 55 000 tonnes.

2017 constitue la deuxième année d'importations régulières par PPL, bien que l'entreprise ait importé auparavant du Sahara Occidental occupé. PPL a tracé une importation venant de Phosboucraa au cours de l'exercice 2011-2012.⁷³

WSRW a contacté PPL à plusieurs reprises. Soit en février 2015, mars 2017 et février 2018.⁷⁴ La compagnie n'a jamais répondu.

5 BALLANCE AGRI-NUTRIENTS LTD (Nouvelle-Zélande)



SBI Tango à son arrivée au port de Tauranga le 27 novembre 2017, sur le point de commencer à décharger sa cargaison de 59 000 tonnes de phosphate du Sahara Occidental occupé. L'importateur local est Ballance Agri-Nutrients

Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et des produits dérivés en Nouvelle-Zélande. Ballance Agri-Nutrients a des usines de fabrication à Whangarei, Invercargill et Mount Maunganui, en Nouvelle-Zélande. C'est une coopérative détenue par des agriculteurs, et non inscrite en bourse.⁷⁵ Ballance était précédemment connue sous le nom BOP Fertiliser. La compagnie a changé son nom pour Ballance Agri-Nutrients Ltd en 2001. Avant cela, BOP Fertiliser avait acheté des usines et des actions dans d'autres compagnies néo-zélandaises fabriquant des engrais. Par exemple en 1998, BOP a acheté à Fernz son usine de Whangarei, et obtenu une part de 20 % dans Fernz un an plus tard.⁷⁶ À cette époque, Fernz était déjà un client à long terme des phosphates de Bou Craa.

Les cadres de Ballance ont au moins une fois visité les mines de Bou Craa dans le territoire occupé.⁷⁸

Au cours de 2017, Ballance a reçu quatre cargaisons de roche de phosphates extraites illégalement du Sahara Occidental occupé. Les cargaisons sont d'un volume total estimé de 223 000 tonnes, pour une valeur d'environ 20 millions de \$US. C'est le plus haut volume d'importation annuel depuis le territoire occupé depuis des années. Les 161 000 tonnes importées par Ballance en 2016 étaient similaires aux importations des années 2012-2014, avec une diminution à 104 000 tonnes en 2015.

WSRW a contacté Ballance une fois par an de 2014 à 2018, mais n'a jamais reçu de réponse.⁷⁹ En 2014, Ballance avait écrit à WSRW que " les Nations Unies n'interdisent pas le commerce des ressources du Sahara Occidental. Ce commerce ne contrevient pas non plus à un avis juridique des Nations Unies ".⁸⁰

6 RAVENSDOWN LTD (Nouvelle-Zélande)



Ravensdown Fertiliser Co-operative Limited est un producteur d'engrais pour l'agriculture qui fonctionne en coopérative d'agriculteurs et n'est coté dans aucune bourse. La coopérative importe vers ses usines de Lyttelton, Napier et Otago, en Nouvelle-Zélande.

WSRW a suivi deux cargaisons destinée à Ravensdown en 2017, totalisant environ 110 000 tonnes pour une valeur nette d'environ 9,8 millions de dollars US. Cela signifie que la compagnie a importé un plus faible volume qu'en 2016, qui était alors de 188 000t. Ravensdown est revenu au niveau des années 2014-2015, pendant lesquelles le volume importé annuellement était d'environ 100 000 tonnes. Avant 2014, le volume annuel importé était en moyenne d'environ 180 000 tonnes par an. WSRW a interrogé la compagnie sur ce commerce le 22 février 2018 et n'a reçu aucune réponse.⁸¹

Photo du vraquier Anarita à Otago, en Nouvelle-Zélande, le 23 janvier 2018, lieu d'implantation de l'une des usines Ravensdown de transformation du minerai de phosphate du Sahara Occidental. L'Anarita transporte une cargaison de 55 000 tonnes. Le navire est la propriété de Ocean Agencies au Royaume-Uni qui l'exploite. Il est partie d'El Aaiun, au Sahara Occidental, le 2 décembre 2017.

MONOMEROS COLOMBO VENEZOLANOS SA et LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA (Colombie/Venezuela)



La compagnie colombienne Monmeros Colombo Venezolanos S.A. est une entreprise pétrochimique qui produit des engrais, du phosphate de calcium et des produits chimiques industriels. Le siège social de la compagnie est à Barranquilla, en Colombie, près du port de la ville où elle reçoit ses cargaisons de phosphate sahraoui. Monmeros fonctionne comme une société anonyme, non cotée en bourse.

Depuis 2006, la compagnie est une filiale de l'entreprise nationale vénézuélienne de pétrochimie Pequiven (Petroquímica de Venezuela SA).

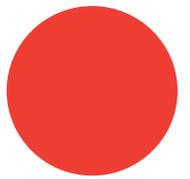
Monmeros a reçu une seule cargaison de phosphate du Sahara Occidental occupé pour l'année civile 2017, totalisant environ 17 000 tonnes, pour une valeur d'environ 1,5 million de \$US. L'importation a drastiquement diminué puisqu'en 2016 Monmeros avait importé 58 000 tonnes.

WSRW a soulevé la question du Sahara Occidental avec Monmeros et avec sa maison-mère Pequiven à plusieurs occasions. Notre plus récente lettre a été envoyée le 8 mars 2018.⁸² Jusque maintenant, ni Monmeros ni Pequiven ni le gouvernement vénézuélien n'ont répondu à nos lettres.

Le gouvernement vénézuélien est impliqué dans le commerce par des importations à des filiales à la fois en Colombie (Monmeros) et au Venezuela. Les deux sociétés importent depuis le territoire occupé depuis des décennies.

Cependant, aucune cargaison pour la Colombie et le Venezuela n'a été observée depuis la détention des deux navires en Afrique du Sud et au Panama en mai 2017. Les compagnies importatrices et le gouvernement vénézuélien n'ont jamais répondu aux demandes de WSRW, avec une exception singulière de Tripoliven, en 2013, qui a nié l'importation provenant du Sahara Occidental, ce qui s'est avérée plus tard un mensonge.⁸³

Pour en savoir plus sur les importations à Puerto Cabello, au Venezuela, lisez " P pour Pillage 2016 ".⁸⁴



Une filiale mexicaine de l'étasunienne Innophos Holdings est depuis plusieurs années un important importateur du phosphate du Sahara Occidental. Depuis 2015 WSRW n'a observé aucune cargaison envoyé à l'usine d'Innophos à Coatzacoalcos au Mexique.

Cependant WSRW supposait que l'usine de fabrication d'Innophos à Geismar, en Louisiane, dépendait de l'approvisionnement en phosphate du Sahara Occidental, que leur vend PotashCorp et acheminé par un pipeline. Les faits ont été confirmés maintenant dans le rapport annuel d'Innophos publié le 3 avril 2016, alors que le précédent rapport venait d'être imprimé.

"Nous sommes également soumis à des risques découlant des conditions sociales et politiques locales dans les juridictions d'où provient le minerai de phosphate qui soutient nos activités. Le minerai de phosphate utilisée par PCS (PotashCorp) pour approvisionner en MGA (Merchant Grade Acid) notre usine de Geismar, en Louisiane est l'objet de ces conditions politiques et sociales au Sahara Occidental, où PCS s'approvisionne en minerai de phosphate, territoire qui a connu une longue histoire de bouleversements sociaux et politiques. Si PCS est incapable de s'approvisionner en minerai de phosphates ou en quantités suffisantes, notre approvisionnement en MGA sera perturbé et la capacité à fabriquer nos produits pourrait être sérieusement affectée" lit-on dans le rapport annuel d'Innophos.⁸⁵ The same reference was made in its annual report of 2017, dated 4 April 2018.

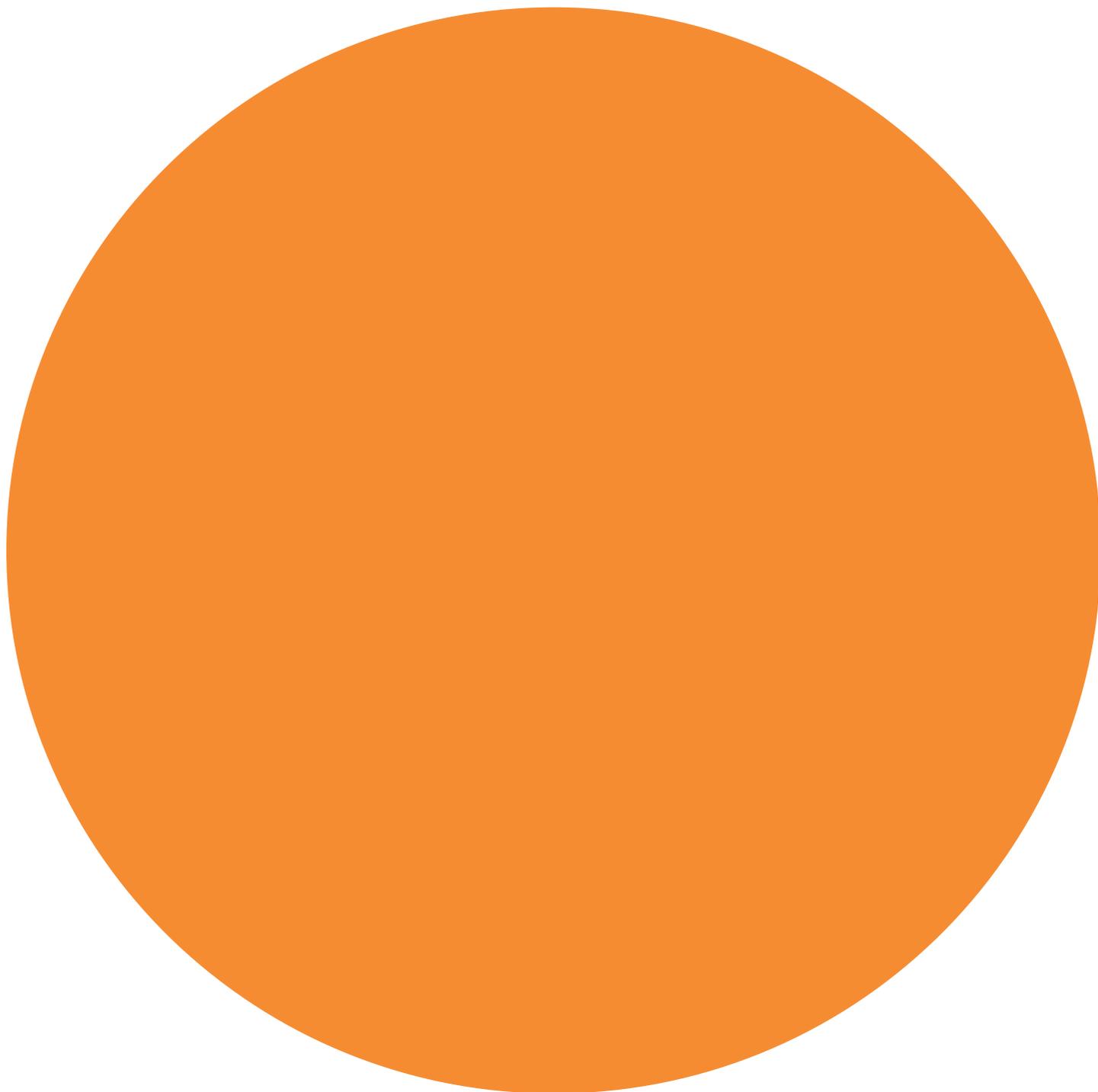
WSRW a contacté Innophos le 1er mars 2018 concernant les révélations de la compagnie sur la poursuite de son utilisation de matières premières provenant du Sahara Occidental pour son usine de Geismar, mais n'a pas reçu de réponse.⁸⁶ De 2010 à 2017, WSRW a envoyé à Innophos six courriers à propos des achats de l'entreprise sur le territoire occupé, sans recevoir de réponse. L'absence de réponse de la direction de l'entreprise a également été observée par plusieurs de ses anciens investisseurs.

Innophos a fait l'objet de multiples désinvestissements. Une longue analyse de l'exclusion éthique de l'entreprise a été préparée par le Conseil sur l'éthique de la Caisse de pension du gouvernement norvégien en 2015.⁸⁷ Pour la même raison, la société a également été expulsée des portefeuilles de la Caisse de retraite de Luxembourg et de la Danske Bank, entre autres.⁸⁸

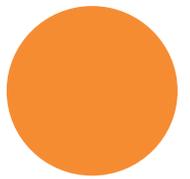
L'hypothèse de WSRW selon laquelle Innophos achète toujours du minerai de phosphate du Sahara Occidental par le biais de Potash Corporation of Saskatchewan a été confirmée par le plus récent rapport annuel d'Innophos. Voici le navire Coral Queen en route pour transporter une cargaison en 2013, alors que les importations allaient directement au Mexique.

Les compagnies en observation

Certaines entreprises ont dans le passé été identifiées comme importantes. Les compagnies suivantes n'ont pas été impliquées dans le commerce au cours des dernières années, mais WSRW estime qu'il existe un risque qu'elles le reprennent.



INCITEC PIVOT LTD (Australie)



Incitec Pivot Ltd, également appelé IPL, est une multinationale australienne engagée dans la fabrication, le commerce et la distribution d'engrais. Le secteur engrais de la multinationale comprend Incitec Pivot Fertilisers (IPF), Southern Cross International (SCI) et Fertilizers Elimination (Elim).

Incitec Pivot importe des phosphates du Sahara Occidental depuis 30 ans. Depuis 2003, la naissance d'Incitec Pivot d'une fusion entre Incitec Fertilizers et Pivot Limited, la compagnie a importé en continu.

Incitec Pivot a son siège à Melbourne, Victoria en Australie, et est inscrit à l'Australian Securities Exchange. Aujourd'hui, Incitec Pivot est le plus grand fournisseur de fertilisant d'Australie, mais commercialise aussi ses produits à l'étranger, comme en Inde, au Pakistan et en Amérique latine.⁸⁹ IPL fabrique un éventail de fertilisants, mais utilise le phosphate sahraoui pour ses produits dits superphosphate fabriqués dans ses usines de Geelong et Portland.⁹⁰

Les dernières cargaisons observées à destination de Incitec Pivot datent de l'année civile 2016, Incitec Pivot avait acheté trois cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental, totalisant 105 000 tonnes, d'une valeur estimée à 12,1 millions de dollars US. C'était une augmentation substantielle par rapport aux 63 000 tonnes de phosphate sahraoui importées en 2015, comme l'avait confirmé la compagnie.

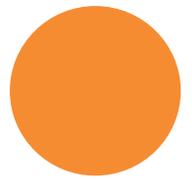
Incitec Pivot a déclaré à l'Association australienne Sahara Occidental en décembre 2017 qu'elle n'avait pas effectué d'importations depuis décembre 2016, car elle s'approvisionne maintenant en phosphate au Togo. WSRW n'a en effet pas suivi de cargaison pour cette entreprise en 2017.

WSRW a écrit pour la dernière fois IPL le 6 mars 2018.⁹¹



Le Ithaki repéré au large port de Las Palmas le 20 mai 2015 peu de temps après son départ du port d'El Aaiun.

LIFOSA AB (Lithuanie/Suisse/Russie)



Lifosa AB est un producteur d'engrais phosphaté basée à Kedainiai, en Lituanie. La compagnie a été précédemment cotée à la Bourse NASDAQ QMX de Vilnius. Lifosa AB est devenue en 2002 une filiale de l'entreprise privée russe EuroChem Group, basée en Suisse. La compagnie reçoit sa roche de phosphate du Sahara Occidental dans le port de Klaipeda, en Lituanie.

La compagnie a reçu son dernier chargement le 8 octobre 2016, malgré la promesse de février de la même année par EuroChem, " ... le Groupe n'a pas l'intention d'acheter du phosphate du Sahara Occidental en 2016 ni à tout moment dans un avenir proche ".⁹² Cette cargaison était destinée à Lifosa, comme l'a admis le directeur général de Lifosa dans les médias lituaniens.⁹³ EuroChem a confirmé à WSRW le 23 mars 2017 que la filiale Lifosa avait importé 68 250 tonnes de phosphate à bord du SBI Flamenco.⁹⁴

" EuroChem croit en l'intégration verticale pour des raisons économiques et stratégiques et cela reste le cas. Nous aspirons à l'objectif de l'autosuffisance en matières premières et nos investissements au Kazakhstan et à Kovdorskiy visent à nous aider à devenir autosuffisants dans la production du phosphate. La production de nos propres matières premières à partir de ces deux investissements a progressé à un rythme plus lent que prévu et nous continuons à avoir besoin d'approvisionnements tiers en minerai de phosphate ".

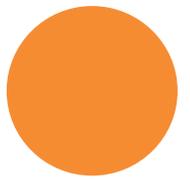
WSRW échange avec Lifosa et ses propriétaires EuroChem Group depuis 2010. Mais la réticence initiale de l'entreprise à répondre complètement aux questions de WSRW a entraîné son retrait de la liste des compagnies socialement responsables des Nations Unies en juin de 2011.

Depuis Lifosa / EuroChem a activement cherché des façons de maintenir le dialogue avec WSRW et a fait preuve de vigilance à l'égard des importations du Sahara Occidental sous occupation. La compagnie a déclaré à WSRW en mars 2014 chercher à mettre en œuvre des moyens de diversifier les achats externes. En 2013-2014 le commerce a été d'environ 400 000 tonnes par an.

WSRW n'a observé aucun envoi vers Lifosa en 2017. WSRW a écrit une dernière fois à EuroChem pour demander confirmation de l'arrêt par l'entreprise de toute nouvelle importation en provenance du Sahara Occidental.⁹⁵

Le navire SBI Flamenco au moment du déchargement des phosphates du Sahara Occidental au port de Klaipeda, en octobre 2016. Lifosa a reçu cette unique cargaison en 2016, après avoir promis qu'il ne le ferait pas.

AGROPOLYCHIM AD (Bulgarie)



Le producteur Bulgare d'engrais Agropolychim AD est situé à proximité du port de Varna. Ses propriétaires sont bulgares et belges.⁹⁶

WSRW a enregistré l'arrivée de la dernière cargaison de minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental au port de Varna en octobre-novembre 2011. WSRW a confirmé les expéditions spécifiques pour Agropolychim de 2003 à 2008.

WSRW a contacté Agropolychim en octobre 2008, exhortant la société à mettre fin à ses importations de phosphate du Sahara Occidental.⁹⁷ Aucune réponse n'a été reçue, mais la compagnie a défendu ses importations dans les médias bulgares. Elle a dit avoir été surprise d'entendre des critiques. " Agropolychim a un contrat pour l'importation des phosphates d'Afrique du Nord depuis 1974 et n'a jamais eu de problème avec cet approvisionnement ", a déclaré la compagnie.⁹⁸

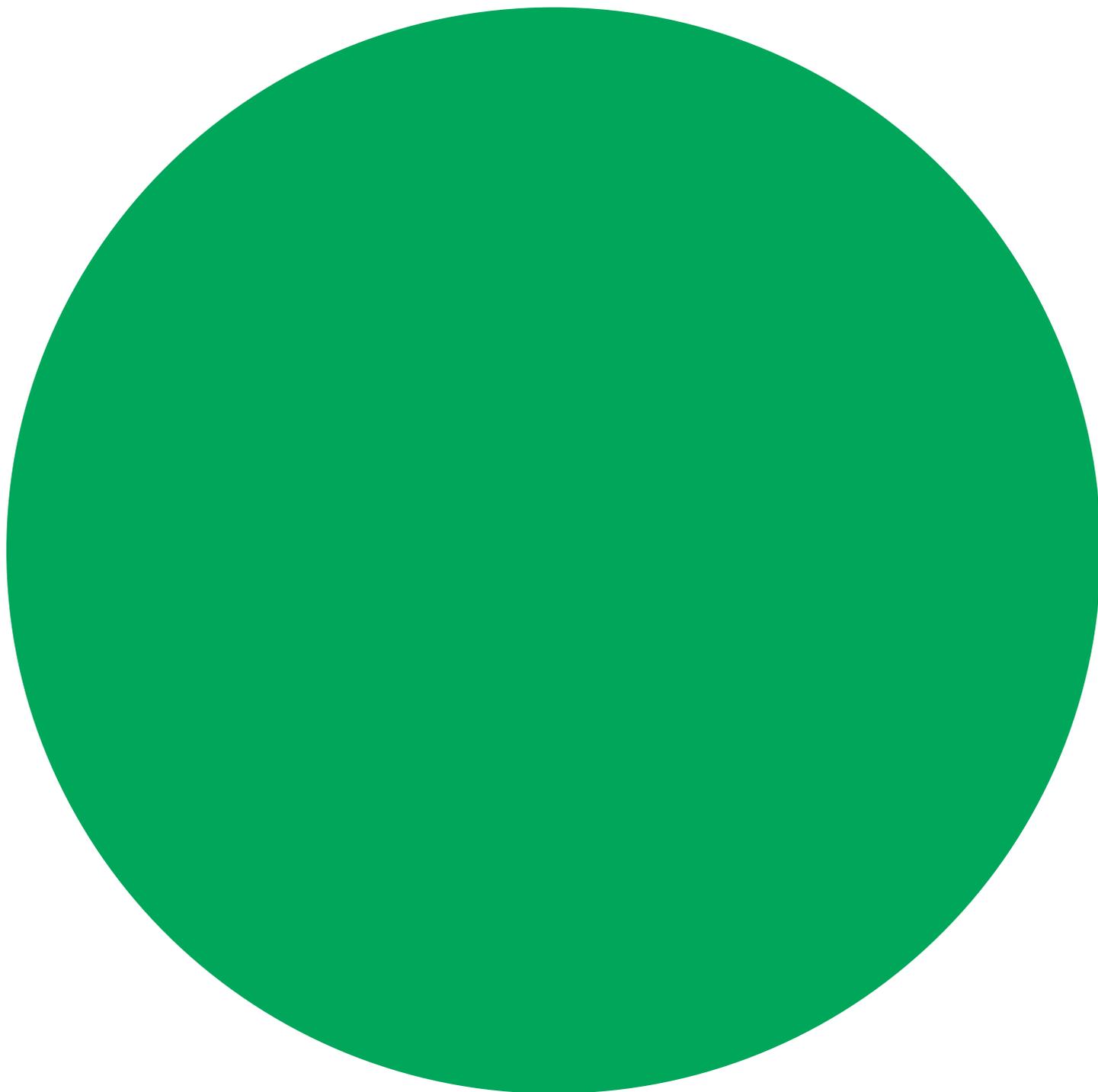
Les importateurs indiens

En mars 2014, WSRW a observé un seul envoi de cargaison vers l'Inde, déchargé au port de Tuticorin. Cela suit la tendance des années précédentes d'une cargaison annuelle arrivant à Tuticorin.

WSRW n'a pas été en mesure d'identifier l'entreprise responsable, mais a identifié deux receveurs potentiels. L'un est Greenstar Fertilizers Ltd, un fabricant et distributeur d'engrais, qui produit ses engrais dans le Tamil Nadu, recevant sa matière première à Tuticorin. L'autre est Southern Petrochemical Industries Corporation Ltd (SPIC), une entreprise pétrochimique dont la production d'engrais est la compétence de base. SPIC a son siège à Chennai, et est coté à la Bourse de Bombay et à la Bourse nationale de l'Inde. L'activité de l'entreprise sur le phosphate est située à Tuticorin. WSRW a contacté les deux qui n'ont pas répondu.

Les compagnies désengagées

Certaines entreprises ont été auparavant identifiées comme importatrices. Elles n'ont plus été impliquées dans le commerce depuis 2012 et WSRW considère très faible le risque qu'elles reprennent leurs achats.



Impact Fertilisers Pty Ltd (Australie/Suisse)

Impact Fertilisers
en Tasmanie n'a
pas importé depuis
l'arrivée de l'Alycia au
port d'Hobart le 7 août
2012.



L'importateur australien de phosphate Impact Fertilisers a importé des phosphates du Sahara Occidental, au moins de 2002 à 2013. L'entreprise a importé le minerai à Hobart, en Tasmanie. En 2010, Impact Fertilisers a été intégrée à Ameropa, une société privée suisse de commerce d'engrais. Les groupes de solidarité au Sahara Occidental d'Australie et de Suisse ont travaillé à pointer du doigt l'implication de l'entreprise pendant de nombreuses années.

En 2013, Impact Fertilisers a annoncé qu'elle avait arrêté les importations en provenance du Sahara Occidental.⁹⁹ WSRW n'a pas observé de chargement pour le compte de Impact Fertilisers depuis août 2012.

Nidera Uruguay S.A. (Uruguay/Les Pays-Bas)

La société uruguayenne Nidera Uruguay S.A. filiale de la compagnie commerciale néerlandaise Nidera NV a reçu un navire contenant du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental en 2009.

WSRW a interrogé Nidera Uruguay à propos des informations recueillies sur le navire de 2009 dans une lettre du 21 juin 2010.¹⁰⁰ Comme aucune réponse n'a été reçue, de nouvelles lettres ont été envoyées à la société parente aux Pays-Bas en octobre 2011. L'issue de la correspondance qui a suivi avec Nidera a été une déclaration de l'entreprise soulignant que " Si notre filiale en Uruguay a de nouveau besoin d'importer du minerai de phosphate à l'avenir le sujet qui est maintenant porté à notre attention est quelque chose que nous allons absolument prendre en considération ". La compagnie a en même temps déclaré que sa filiale en Uruguay n'avait pas reçu de minerai de phosphate du Sahara Occidental au cours des années 2007, 2008, 2010 et 2011.¹⁰¹

Les dernières importations de Yara ont eu lieu en 2008, sur ce navire. Ici, le navire est sur le point d'accoster à Herøya, en Norvège afin de décharger.



Yara International ASA (Norvège)

Yara est le premier fournisseur mondial d'engrais minéraux. Il était un grand importateur de phosphate du Sahara Occidental dans le passé, mais a décidé de ne plus acheter les phosphates du territoire. Le motif principal de cette décision d'arrêt d'approvisionnement au Sahara Occidental est que le gouvernement norvégien incite les entreprises norvégiennes à ne pas commercer avec les produits du Sahara Occidental, en raison de préoccupations de droit international. La compagnie a aujourd'hui une politique d'importation ou de commerce de phosphate provenant uniquement du Maroc et non des mines de Bou Craa.

"Nous espérons que le pays sera libéré, et que la population profitera ensuite du fait que nous recevrons rapidement leurs phosphates", a affirmé Bente Slaatten, responsable en chef de la communication.¹⁰²

Mosaic Co (USA)

Mosaic Company est basée dans le Minnesota, États-Unis, et cotée à la Bourse de New York. WSRW a confirmé 15 chargements venant du Sahara Occidental occupé pour Tampa, en Floride, États-Unis, durant la période 2001-2009. Tampa abrite le siège de l'exploitation des phosphates de Mosaic ainsi que de nombreuses installations de production de phosphate de l'entreprise.

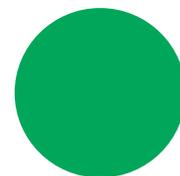
En 2015, Mosaic a confirmé à Bloomberg que sa décision avait été prise " en raison de préoccupations internationales généralisées concernant les droits du peuple sahraoui ".¹⁰⁴

BASF SE (Allemagne/Belgique)



BASF a été l'un des principaux importateurs dans les années 1990. La dernière livraison connue a eu lieu en Belgique en 2008.¹⁰⁶ Le centre de durabilité de BASF était persuadé que ces importations ne violaient pas le droit international, mais a confirmé à WSRW qu'il ne devrait pas s'attendre à d'autres importations : " Une partie de la demande de phosphate de BASF est couverte par le phosphate marocain délivré par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). L'OCP a été un fournisseur fiable de phosphate provenant des mines du Royaume du Maroc depuis plus de 20 ans. Au printemps 2008, l'OCP nous a contactés en raison d'une pénurie d'approvisionnement de la mine marocaine de laquelle BASF reçoit habituellement le phosphate. L'OCP a offert une commande de remplacement temporaire avec du phosphate de qualité alternative provenant d'une autre mine exploitée par l'OCP dans la région du Sahara Occidental, ce que nous avons accepté. À ce moment, il s'agissait d'une livraison de remplacement isolée provenant de ce territoire et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle soit répétée ".¹⁰⁷

Wesfarmers Ltd (Australie)



Wesfarmers Limited est l'une des plus importantes compagnie publique d'Australie, basée à Perth, en Australie Occidentale. La compagnie est cotée à la bourse australienne. Sa filiale d'engrais, Wesfarmers CSBP, a été un importateur majeur des phosphates du Sahara Occidental occupé pendant au moins deux décennies. Au plus tôt les importations connues de phosphates sahraouis par CSBP remontent à 1990.

En 2009, l'entreprise a annoncé qu'elle allait " réduire la dépendance de la compagnie à la roche phosphate du Sahara Occidental ". La compagnie a déclaré qu'elle allait investir dans une nouvelle technologie qui permettrait d'utiliser d'autres sources de phosphate. CSBP a toutefois laissé ouverte la possibilité que les importations se poursuivent, quoique à un degré limité, selon le prix et la disponibilité des sources alternatives.¹⁰⁸ Cette décision fait suite à une vague de désinvestissements européens pour des préoccupations éthiques concernant le commerce des phosphates du Sahara Occidental occupé. Wesfarmers importait entre 60 et 70% de ses phosphates du Sahara Occidental.

À plusieurs reprises Wesfarmers a depuis montré une volonté de réduire progressivement les importations en provenance du Sahara Occidental, mais ne s'est pas engagé catégoriquement à arrêter complètement ses importations. Comme les importations semblent avoir cessé de facto, certains investisseurs sont revenus à l'entreprise.

WSRW n'a en effet observé aucune expédition vers Wesfarmers depuis qu'elle a commencé un suivi quotidien des navires en octobre 2011.

Autres compagnies

BASF n'a a priori pas effectué d'importations depuis l'arrivée du vraquier Novigrad le 7 octobre 2008 ici observé en train de décharger du phosphate sahraoui au port de Gand en Belgique.

Trois compagnies précédemment inscrites sur la liste d'observation de WSRW, sont passées depuis 2016 sur la liste des entreprises désengagées. La raison en est qu'un long moment s'étant écoulé depuis la dernière cargaison expédiée, nous estimons qu'elles ne sont plus engagées. Ce sont **Petrokemija PLC** de Croatie, **Tata Chemicals** d'Inde, **Zen Noh** du Japon. Nous avons vu pour la dernière fois en 2006 des cargaisons à destination de ces entreprises. Aucune de ces entreprises n'a répondu aux questions de WSRW.

Les cabinets juridiques de lobbying

Pour défendre leurs importations de phosphate du Sahara Occidental, plusieurs entreprises font référence à des avis juridiques de différents cabinets juridiques engagés par l'OCP.

Ces avis juridiques sont systématiquement utilisés par les importateurs internationaux de phosphate vis-à-vis des actionnaires pour légitimer leurs importations. Les analyses confidentielles sont dites établir que les populations locales bénéficient du commerce. Cependant, le peuple sur place - les propriétaires des phosphates - n'est lui-même pas autorisé à voir ces avis, et n'est donc pas en capacité d'en évaluer la véracité. Il est ainsi impossible aux Sahraouis d'en interroger les termes de référence, la méthodologie ou les résultats.

Comme les avis concluraient que l'exploitation par le Maroc des ressources du peuple sahraoui est légitime, WSRW pense qu'il n'y a pas de raison de les cacher aux Sahraouis.

Quatre cabinets juridiques internationaux de lobbying sont auteurs de ces avis non divulgués.

Covington & Burling LLP est un cabinet juridique international qui conseille les multinationales. Il a des bureaux en Europe, aux États-Unis et en Chine. L'OCP est parmi ses clients.

Tant l'importateur belge BASF que l'importateur espagnol FMC Foret se réfèrent à l'avis juridique préparé par Covington & Burling pour l'OCP, mais ne veulent pas divulguer le rapport. BASF avait (en novembre 2008), enjoint WSRW à contacter Covington & Burling pour toute question. WSRW avait essayé de communiquer avec l'entreprise en février 2008, sans recevoir aucune réponse. Contacté par téléphone pour demander un rendez-vous, Covington & Burling a répondu "nous ne collaborerons pas du tout avec vous sur aucun sujet. Vous n'êtes pas notre client, et selon ce que nous savons, vous n'avez aucun intérêt ni participation dans notre cabinet."¹⁰⁸

Il est à noter que Covington & Burling voyage autour du monde pour défendre le commerce comme éthique devant des actionnaires qui cherchent à désinvestir de l'une des entreprises qui importent du phosphate du Sahara Occidental.¹⁰⁹

Plus récemment, le cabinet d'avocats **DLA Piper** a fait équipe avec la société **Palacio y Asociados** pour fournir à l'OCP un autre avis juridique justifiant leur commerce. Sur la base des déclarations des entreprises importatrices, ce second avis semble suivre l'analyse de l'avis de Covington & Burling, citant les avantages potentiels sur la "population locale" comme validation à l'exploitation et ensuite au commerce. Dans le cadre du travail sur l'avis juridique, DLA Piper avait également mandaté KPMG, une société de services professionnels, pour étudier les impacts économiques et sociaux des opérations d'OCP, et leur durabilité, "dans la région".¹¹⁰

DLA Piper est un cabinet juridique international qui compte des bureaux dans 30 pays à travers les Amériques, l'Asie-Pacifique, l'Europe et le Moyen-Orient. Palacio y Asociados est dirigé par l'ancienne ministre espagnole aux Affaires étrangères et ancienne députée européenne Ana Palacio, et possède des bureaux à Madrid, Bruxelles et Washington.

WSRW a contacté les deux entreprises pour leur demander de partager leur avis juridique avec le peuple sahraoui. DLA Piper a répondu qu'il ne pouvait pas partager l'avis "écrit pour le bénéfice de Phosphates de Boucraa SA, et sa holding, l'Office Chérifien des Phosphates SA" en raison du privilège juridique de confidentialité.¹¹¹ Ana Palacio, chef de Palacio y Asociados, a répondu pour exprimer son désaccord avec l'analyse de WSRW et s'est également référé à la confidentialité.¹¹²

En novembre 2015, PotashCorp a nommé le cabinet **Dechert LLP** et Palacio y Asociados en tant que co-auteurs d'un avis juridique. Dechert LLP est un cabinet d'avocats international, dont le siège est à Philadelphie, aux États-Unis, avec des bureaux dans 14 pays.

Jusqu'en août 2014, PotashCorp a indiqué DLA Piper en tant que partenaire de Palacio y Asociados. On ne sait pas si l'opinion Dechert-Palacio est différente de l'opinion DLA Piper-Palacio. Le chaînon manquant entre les deux pourrait être Miriam González Duránte, l'épouse du récent vice-Premier ministre britannique Nick Clegg, qui a représenté l'OCP quand elle travaillait à DLA Piper, mais qui aurait emporté le contrat OCP avec elle quand elle a déménagé pour Dechert. L'OCP aurait payé un montant estimé à 15 million de \$US pour des travaux effectués à la fois par Dechert et DLA Piper.¹¹³

Dechert a répondu à la lettre de WSRW du 8 février 2016, qu'il ne pouvait pas divulguer son avis juridique réalisé pour l'OCP en raison de la clause de confidentialité du client.¹¹⁴

WSRW a demandé à Dechert et Palacio y Asociados si leur client consentirait à renoncer au privilège, puisque la confidentialité des avis juridiques était déjà abandonnée en rendant leur existence publique. WSRW n'a jamais reçu de réponse.

L'OCP n'a pas répondu aux demandes des Sahraouis que soient partagées des copies des rapports.





Lobby Marocain : plus de poison dans les terres agricoles UE

L'un des cabinets juridique de l'OCP, Dechert LLP, a été chargé de faire pression sur les institutions de l'UE contre la réglementation proposée par la Commission européenne en matière de cadmium. Sur la base de plusieurs évaluations des risques, la Commission européenne veut limiter l'exposition de la population de l'UE à ce métal lourd en raison de ses effets néfastes sur la santé, en particulier en ce qui concerne les causes de plusieurs types de cancer. En 2016, la Commission a proposé un règlement pour les engrais à base de phosphate, prévoyant une réduction par étapes du contenu en cadmium à 20 mg / kg sur une période de 12 ans.¹¹⁵ Les engrais phosphatés sont responsables de 60% des émissions actuelles de cadmium dans le sol et les cultures de l'Union, tel que documenté en février 2017 par le Département des politiques du Parlement européen.¹¹⁶

La roche phosphatée gérée par l'OCP - y compris la roche du Sahara Occidental - contiendrait en moyenne entre 29,5 et 72,7 mg / kg.¹¹⁷ Le Département des politiques du PE donne une image encore plus sombre, citant des niveaux de 38-200 mg Cd / kg de P₂O₅.

L'OCP a un chiffre d'affaires de 32% en Europe. Étant donné que le projet de règlement entraînerait l'annulation de ce chiffre de vente au fil du temps, l'OCP a déclenché une intense contre-offensive. L'OCP fait valoir qu'il n'y a pas assez de preuve scientifique pour étayer l'idée de la nécessité de limiter les niveaux de cadmium et suggère que l'UE augmente même le taux de cadmium à 80 mg / kg, bien plus que la suggestion de la Commission européenne. Le 11 mai 2016, l'OCP a envoyé une lettre à la Commission, déclarant n'être pas d'accord avec la proposition. L'OCP a également déploré que " les principaux producteurs d'engrais [...] n'aient pas été consultés " ¹¹⁸ Ironie quand on sait que l'OCP elle-même refuse de demander le consentement des habitants du Sahara Occidental pour piller la roche de phosphate du territoire.

Aux côtés de Dechert, apparaît l'entreprise de relations publiques Edelman.¹¹⁹ Edelman a travaillé pour le gouvernement marocain dans le passé, et apparaît dans la masse salariale du Centre maroco-américain de Politique (MACP), comme un agent enregistré du Royaume marocain.¹²⁰

En octobre 2017, le Parlement européen a soutenu la proposition de la Commission de limiter la quantité de cadmium autorisée dans les produits fertilisants vendus sur le marché unique, tout en optant pour son élimination progressive sur une période de 16 ans. Le règlement proposé n'a toujours pas le feu vert des États membres, qui semblent divisés sur la question.¹²¹

Les réserves de phosphate de Bou Craa sont une gigantesque mine à ciel ouvert dans laquelle la roche de phosphate est raclée à la surface par des machines d'excavation.

Recommandations

Au gouvernement du Maroc :

- De respecter le droit international et mettre fin immédiatement à la production et aux exportations de phosphates du Sahara Occidental occupé jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit.
- De respecter le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental à travers la coopération avec les Nations Unies pour un référendum pour le peuple du territoire.
- De dédommager le peuple sahraoui pour les bénéfices que le Maroc a perçu des ventes de minerai de phosphate provenant du territoire occupé illégalement.

Aux acheteurs des phosphates de la mine de Bou Craa :

- D'arrêter tous les achats des phosphates illégalement exportés du Sahara Occidental occupé.

Aux gouvernements du Venezuela et d'Inde :

- De cesser tout achat de minerai de phosphate du Sahara Occidental

Aux investisseurs :

- D'interpeller les compagnies citées et de désinvestir tant que rien n'est fait pour cesser les achats.

A Covington & Burling, Dechert, DLA Piper, KPMG, Edelman et Palacio y Asociados :

- De publier tous les rapports rédigés pour l'OCP qui déclarent justifier les activités de l'OCP au Sahara Occidental occupé et l'exportation illégale des phosphates sahraouis.
- De s'abstenir de défendre le pillage du territoire par le Maroc en mettant fin aux contrats dont le but de légitimer le maintien du pillage.

À l'Union européenne et ses États membres :

- D'évaluer le commerce des produits originaires du Sahara Occidental et d'adopter des politiques qui garantissent que ce commerce est conforme à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016 et au devoir des États - en droit international - de ne pas reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental occupé.
- De développer des recommandations aux entreprises alertant des risques encourus, au niveau juridique et de probité, à conclure des affaires avec les intérêts marocains sur le territoire.
- De s'assurer que les entreprises européennes respectent les principes établis par l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016, en faisant que les entreprises européennes n'achètent pas de phosphates du Sahara Occidental.

Aux Nations Unies:

- De créer une administration onusienne pour surveiller ou au moins gérer les ressources et les revenus émanant des ressources naturelles du Sahara Occidental en attendant l'autodétermination du peuple sahraoui.

Notes

1. WSRW, 28.03.2017, Des jeunes Sahraouis chômeurs détournent un bus OCP, <http://www.wsrw.org/all1x37924>
2. CIJ, Avis consultatif, 16 oct 1975, Sahara Occidental, Paragraphe 162, <http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=323&p1=3&p2=4&case=61&p3=5&lang=fr>
3. Bureau juridique de l'ONU, S/2002/161, Lettre du 29 janvier 2002 du secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, le conseiller juridique, au président du Conseil de Sécurité, <http://daccess-ods.un.org/TMP/860225.930809975.html>
4. OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.91
5. Ibid, p 89
6. Ibid, p.98.
7. Ibid, p.91.
8. Ibid, p.123.
9. OCP SA, Phosboucraa, <http://www.ocpgroup.ma/en/group/global-presence/subsidiaries/phosboucraa>
10. OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.33
11. WSRW.org, 25.11.2014, Le Maroc admet utiliser les ressources sahraouies à des fins politiques, <http://www.wsrw.org/all1x3072>
12. AP Funds, 30.09.2013, Swedish AP Funds exclude four companies accused of contravening international conventions, <http://www.ap4.se/etikradet/Etikradet.aspx?id=1094>
13. WSRW.org, 01.12.2014, Agrium en liste noire des investisseurs pour ses imports du Sahara, <http://www.wsrw.org/all1x3088>
14. Fonds de Compensation commun au régime général de pension (FDC), FDC Exclusion List as of 15 November 2014, http://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Organisation/Liste_d_exclusion20141115.pdf
15. PGB Pensioenfond, Exclusion List Q1 2016 (Fixed Income), <http://www.pensioenfondspgb.nl/Documents/PGB%20Exclusion%20List%20Q1%202016%20Fixed%20Income.pdf>
16. Swedish National AP Funds, Ethical Council, Annual Report 2014, 9 April 2015, <http://media.etikradet.se/2015/04/150320-Etikr%C3%A5det-ENG-ver2.pdf>
17. Council on Ethics, Norwegian Government Pension Fund, Recommendation 26 September 2014 to exclude Innophos Holdings Inc., http://www.etikkradet.no/files/2017/02/Recommendation_Innophos_Sept-2014_ENGLISH.pdf
18. Shelley, T. (2004), Endgame in the Western Sahara.
19. Hodges, T. (1983), Western Sahara, The Roots of a Desert War.
20. France Libertés, janvier 2003, Rapport : Mission Internationale d'Investigation au Sahara Occidental.
21. OCP SA, OCP Inaugural bond issue to the amount of 1.85 billion US dollars in two parts with a maturity of 10 years and 30 years, http://www.ocpgroup.ma/sites/default/files/communiqués/CP_OCP_1_55_milliards_dollars_06052014_vFR_2_EN-GB.pdf
22. Business Wire, 15.04.2015, OCP successfully prices a US \$1 billion offering with a 10.5 year maturity at a 4.5% coupon, <http://www.businesswire.com/news/home/20150415006850/en/OCP-Successfully-Prices-1-Billion-Offering-10.5>
23. OCP, OCP Annual report 2015, p. 106 and pp. 154-159
24. OCP, Phosboucraa : Investir dans l'avenir des phosphates dans la région du Sahara, janvier 2013, http://www.ocpgroup.ma/sites/default/files/filiales/document/presentation_phosboucraa_fr.pdf
25. Phosboucraa, <https://www.recrute-phosboucraa.ma>. Voir aussi Medias24, OCP investira 18,8 milliards de DH à Phosboucraa et dans sa région, 8 novembre 2015, <http://www.medias24.com/ECONOMIE/ENTREPRISES/159383-OCP-investira-188-milliards-de-DH-a-Phosboucraa-et-dans-sa-region.html>
26. United States Geological Survey, 2013, Mineral Commodity Summary 2013, <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/mcs/2013/mcs2013.pdf>

27. United States Geological Survey, 2013, Mineral Commodity Summary 2013, <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/mcs/2013/mcs2013.pdf>
28. OCP SA, Prospectus, p. 108.
29. OCP SA, Prospectus, p. 90.
30. OCP SA, Prospectus, p. 93.
31. OCP SA, Prospectus, p. 89.
32. OCP SA, Prospectus, p. 90.
33. OCP SA Prospectus, p. 108.
34. WSRW, 02.11.2016, rapport "Electrifier le Pillage", <http://www.wsrw.org/all1x3617>
35. WSRW, 26.05.2013, WSRW protests Swedish supplier for BouCraa, <http://www.wsrw.org/a217x2591>
36. WSRW à Atlas Copco, 27.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-27/2017.03.27_wsrw-atlascopco.pdf. La compagnie a répondu à WSRW le 10.04.2017 "comme indiqué dans la communication précédente, ainsi que sur notre site Web, Atlas Copco vend des produits à un client marocain qui possède également une mine située au Sahara Occidental. Atlas Copco a intensifié ses efforts pour détecter et garantir qu'aucune future vente indirecte ou directe dans ces régions ne soit destinée à des projets pouvant enfreindre le droit international. Atlas Copco se conforme toujours pleinement à toutes les lois, réglementations et sanctions commerciales. Il n'y a pas de nouvelles informations que nous puissions partager sur l'entreprise concernée ou le client." La compagnie a refusé d'aller plus loin sur les questions de WSRW.
37. Continental, STAHLCORD® ST 2500, Phosboucraa (Morocco), http://www.wsrw.org/files/dated/2017-04-11/continental_contitech_website_10.04.2016.jpg
Cour de Justice de l'Union Européenne, Cas C-104/16 P, Conseil/ Front Polisario, paragraphe 106 <http://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2016-12/cp160146fr.pdf>
Union Africaine, Avis juridique, 2015, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/786&referer=/english/&Lang=F
38. WSRW to Continental, 29.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-29/2017.03.29_wsrw-continental.pdf
39. WSRW.org, 27.03.2018, Courrier de ContiTech à WSRW, 10 avril 2017, <http://www.wsrw.org/a246x4148>
40. WSRW.org, 15.06.2017, Les Sahraouis gagnent le 1er tour dans le dossier judiciaire <http://www.wsrw.org/a248x3913>
41. Groupe OCP : Navire arraisonné en Afrique du Sud : le Groupe OCP dénonce une grave ingérence politique <http://www.ocpgroup.ma/fr/media/corporate-news/navire-arraisonne-en-afrique-du-sud-le-groupe-ocp-denonce-une-grave-ingerence-p> (texte différent en anglais : OCP Group refuses to participate in South Africa Trial that undermines UN Resolution Process & International Law, 13.07.2017, <http://www.ocpgroup.ma/media/corporate-news/ocp-group-refuses-participate-south-africa-trial-undermines-un-resolution-proce>)
42. WSRW.org, La Cour Sud-africaine nie au Maroc la propriété du P sahraoui, 23.02.2018, <http://www.wsrw.org/all1x4101>
43. Pour en savoir plus sur l'arrestation, lire "Pillage intercepté - Le cas juridique de la saisie du phosphate du Sahara Occidental occupé commercialisé au niveau international" par Jeffrey Smith dans "Le profit avant la paix - Comment les intérêts commerciaux sapent l'autodétermination dans la dernière colonie en Afrique", 2018, E. Hagen, M. Pfeifer (eds), Sternberg Press.
44. Cour de Justice de l'Union Européenne, Jugement de la cour (Grande Chambre), 21 décembre 2016, Cas C-104/16 P, Conseil de l'Union Européenne contre Front Polisario, disponible sur : www.curia.europa.eu
45. WSRW.org, 25.04.2017, P pour Pillage 2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-05-25/ppourpillage_2016_fr_web.pdf
46. Ballance Agri-Nutrients, Rapport annuel 2007, http://www.wsrw.org/files/dated/2009-02-09/ballance_ar_2007.pdf
47. WSRW.org, 01.06.2017, Ballance : une cargaison controversée pour remplacer le navire retenu, <http://www.wsrw.org/all1x3904>
48. Otago Daily Times, 22.03.2010, Firm remembered with name of ship, <https://www.odt.co.nz/business/firm-remembered-name-ship>
49. WSRW estime particulièrement possible le lien Oetker/Furness Withy aux transports effectués par Furness Australia, Furness Hartlepool, Furness Karumba, Furness Melbourne, Furness Timika, Triton Stork, Santa Anna, Santa Isabella et Doric Victory.
50. Maritime Union of Australia, 03.08.2008, Statement from the Maritime Union of Australia - Concerning the Shipment of Phosphate aboard the "Furness Karumba", http://www.wsrw.org/files/dated/2008-11-27/letter_au-maritime-union_karumba_20081126.pdf
51. Oetker, Signing of Sale and Purchase Agreement, press release, 14.03.2017, https://www.hamburgsud.com/group/en/corporatehome/press_media/releases/details/press_detail_page_909906.html
52. Maersk, 30.11.2017, Maersk welcomes Hamburg Süd as deal closes, <https://www.maerskline.com/news/2017/11/30/welcome-hamburg-sud>
53. Maersk, 2017, Company Overview, http://www.wsrw.org/files/dated/2018-03-22/maersk2017_companyoverview.pdf
54. WSRW à A.M.Nomikos, 08.05.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-06-08/2017.05.08_wsrw-a.m.nomikos.pdf
55. WSRW.org, 28.02.2018, La compagnie maritime des Bermudes abandonne le Sahara Occidental, <http://www.wsrw.org/all1x4126>
56. South China Morning Post, 11.05.2008, "A line in the sand", <http://www.scmp.com/article/637220/line-sand>
57. Sysla, 27.07.2015, <http://sysla.no/maritim/flere-rederier-har-klausul-mot-handel-ved-vest-sahara/>
58. Dagens Næringsliv, 13.04.2015, - En beklagelig glipp, <http://www.dn.no/nyheter/naringsliv/2015/04/13/2157/Shipping/-en-beklagelig-glipp>
59. vest-sahara.no, 24.03.2009, Rederier avstår fra Vest-Sahara-handel, <http://vest-sahara.no/a107x1213>
60. Agrium Inc, 26.09.2011, Agrium exécute un accord à long terme avec l'OCP S.A. sur la roche, <https://www.agrium.com/en/investors/news-releases/2011/agrium-executes-long-term-rock-agreement-ocp-sa>
61. The Tye, 14.10.2013, Canadian Agri-Business Linked to Moroccan conflict Mineral, <http://thetye.ca/News/2013/10/14/Canadian-AgriBusiness-Morocco/>
62. Agrium à WSRW, 30.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-04-02/2017.03.30_agrium-wsrw.pdf
See also WSRW à Agrium, 21.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-04-02/2017.03.21_wsrw-agrium.pdf
63. WSRW.org, de WSRW à Nutrien, 21.02.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4140>
64. Reuters, 25/01/2018, BRIEF - Nutrien CEO sees SQM stake sale by year end, <https://www.reuters.com/article/brief-nutrien-ceo-sees-sqm-stake-sale-by/brief-nutrien-ceo-sees-sqm-stake-sale-by-year-end-idUSL2N1PK1XC>
65. Ibid.
66. PotashCorp, Phosphate Rock from Western Sahara, novembre 2016, http://www.potashcorp.com/media/Western_Sahara_11-2016.pdf
67. WSRW.org, de WSRW à Nutrien, 21.02.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4140>
68. WSRW à PotashCorp, 15.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-04-02/2017.03.15_wsrw-potashcorp.pdf
PotashCorp à WSRW, 17.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-04-02/2017.03.17_potashcorp-wsrw.pdf
69. Paradeep Phosphate Limited, About us, http://www.paradeepphosphates.com/index.php/page-news-choice-content_show-title-about_us
70. Paradeep Phosphate Limited, History, http://www.paradeepphosphates.com/index.php/page-news-choice-content_show-title-history. See also OCP Group, International involvement, <http://www.ocpgroup.ma/groupe/joint-ventures/international-involvement> Zuari Agro Chemicals, http://www.zuari.in/zuari_maroc_phosphates
71. Paradeep Phosphate Limited, Shareholders

- http://www.paradeepphosphates.com/index.php/page-news-choice-content_show-title-share
72. Business Maps of India, Paradeep Phosphates Limited (PPL), <http://business.mapsofindia.com/national-fertilizers/public/ppl.html>
 73. WSRW, 04.03.2015, Paradeep Phosphates with suspicious purchase in 2011/2012, <http://www.wsrw.org/a228x3165>
 74. WSRW.org, de WSRW à Paradeep, 21.02.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4139>
 75. Mindfull, Ballance Agri-Nutrients case study, <http://www.mindfull.nz/case-studies/2015/2/18/ballance>
 76. Ballance Agri-Nutrients, About Ballance; timeline, <http://ballance.co.nz/Our-CoOp/About-Ballance/Ballance-History>
 77. Ballance Agri-Nutrients, Annual Report 2007, http://www.wsrw.org/files/dated/2009-02-09/ballance_ar_2007.pdf
 78. WSRW.org, 03.07.2008, Ballance Agri-Nutrients into politics, <http://www.wsrw.org/a128x773>
 79. See latest letter from WSRW to Ballance, 29.03.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-29/2017.03.21_wsrw-ballance.pdf
 80. de Ballance à WSRW, 06.05.2014, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-05-06/ballance-wsrw_06.05.2014.pdf
 81. WSRW.org, de WSRW à Ravensdown, 22.02.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4137>
 82. WSRW.org, de WSRW au Gouvernement du Venezuela, 08.03.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4138>
 83. WSRW.org, 11.08.2014, Tripoliven fait demi-tour : finalement il importe du Sahara Occidental, <http://www.wsrw.org/a231x2948>
 84. WSRW.org, 08.04.2018, P pour Pillage 2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2016-05-10/p_pour_pillage_2016.pdf
 85. Innophos, avril 2017, Rapport annuel 2016, p. 13, <http://ir.innophos.com/static-files/259b7f9a-25bd-4bf4-8fd5-391c7a9ba9ed>
 86. WSRW.org, de WSRW à Innophos Holdings 01.03.2018, http://www.wsrw.org/files/dated/2018-03-01/2018.03.01_wsrw-innophos.pdf
 87. WSRW.org, Norway ethical council recommends exclusion of Innophos, 04.02.2015, <http://www.wsrw.org/a240x3138>
 88. Fonds de Compensation commun au régime général de pension, FDC Exclusion list, http://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Liste_d_exclusion_20161130.pdf
Danske Bank, Excluded Companies, <https://www.danskebank.com/en-uk/CSR/business/SRI/Pages/exclusionlist.aspx>
 89. Incitec Pivot Limited, About Incitec Pivot, <http://www.incitecpivot.com.au/about-us/about-incitec-pivot-limited/company-profile>
 90. Incitec Pivot Limited, IPL Sustainability Report 2014, Products and Services, http://www.incitecpivot.com.au/~/_media/Files/IPL/Sustainability/Online%20Report/Report%20Sections/Products%20and%20Services/Raw%20Materials.pdf
 91. WSRW.org, de WSRW à Incitec Pivot, 06.03.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4133>
 92. WSRW.org, Courrier de EuroChem à WSRW, 12.02.2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2016-02-22/2016_02_12_eurochem_wsrw.pdf
 93. Verslo žinios, 03.10.2016, Prašymai veltui: Lifosa" vI perka žaliavas iš okupuotos Vakar Sacharos, <http://vz.lt/sektoariai/pramone/2016/10/03/prasymai-veltui-lifosa-vel-perka-zaliavas-is-okupuotos-vakaru-sacharos>
 94. WSRW.org, réponse de EuroChem à WSRW, 23.03.2017, <http://www.wsrw.org/a249x4135>
 95. WSRW.org, de WSRW à Lifosa/EuroChem, 06.03.2018, <http://www.wsrw.org/a249x4134>
 96. Agropolychim, Who we are, <http://www.agropolychim.bg/en/company/who-we-are/>
 97. WSRW.org, 06.10.2008, Letter to Agropolychim, <http://www.wsrw.org/a128x892>
 98. Narodno Delo, 10.01.2009, Африканци топят „Агрополихим“ в подкрепа на окупационен режис, http://www.narodnodelo.bg/news.php?news=15913&arh_broy=10.01.2009
 99. WSRW.org, 21.10.2013, Impact Fertilizers stoppe les importations de phosphate du Sahara, <http://www.wsrw.org/a230x2687>
 100. WSRW.org, WSRW demande des réponses aux importateurs uruguayens, <http://www.wsrw.org/a159x1526>
 101. WSRW.org, WSRW.org, 08.04.2012, Aucune importation de Nidera en Uruguay depuis 2009, <http://www.wsrw.org/a216x2281>
 102. Une entreprise d'engrais « espère la libération du Sahara Occidental », 05.02.2009, <http://www.wsrw.org/a143x1069>
 103. WSRW.org, 29.08.2010, Mosaic n'importe plus de phosphates du Sahara Occidental, <http://www.wsrw.org/a198x1573>
 104. Bloomberg, 13.03.2015, Agrium Was No.1 Buyer of Phosphate From Western Sahara, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-03-13/agrium-was-no-1-buyer-of-phosphate-from-western-sahara>
 105. Norwatch, 23.10.2009, Phasing out phosphate imports, <http://www.wsrw.org/a141x1263>
 106. WSRW.org, 09.10.2008, La Belgique impliquée dans le commerce illégal de phosphate, <http://www.wsrw.org/a139x896>
 107. WSRW.org, Lettre de BASF à WSRW, 30.10.2008, BASF will not repeat Western Sahara imports http://www.wsrw.org/files/dated/2014-04-24/basf_wsrw_30.10.2008.jpg
 108. WSRW.org, 24.11.2008, Un cabinet juridique américain refuse le dialogue, <http://www.wsrw.org/a139x951>
 109. WSRW.org, 08.12.2011, Un cabinet de juriste américain continue son lobby pro-occupation, <http://www.wsrw.org/a207x2194>
 110. PotashCorp, aout 2014, minerai de phosphate du Sahara Occidental
 111. WSRW.org, 06.03.2015, correspondance WSRW - DLA Piper, <http://www.wsrw.org/a240x3182>
 112. WSRW.org, 06.03.2015, correspondance WSRW - Palacio y Asociados, février 2015, <http://www.wsrw.org/a240x3181>
 113. Daily Mail, 14.04.2012, Miriam Clegg paid £400 an hour by mining giant accused of trampling on rights of Saharan tribesmen, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2129900/Miriam-Clegg-paid-400-hour-mining-giant-accused-trampling-rights-Saharan-tribesmen.html>
 114. WSRW.org, 22.02.2016, WSRW's correspondence with Dechert LLP, <http://www.wsrw.org/a243x3402>
 115. Commission européenne, 17.03.2016, Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives à la mise à disposition sur le marché des fertilisants porteurs du marquage CE et modifiant les règlements (CE) n° 1069/2009 et (CE) n° 1107/2009 <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/EN/1-2016-157-EN-F1-1.PDF>
 116. European Parliament Policy Department, Economic and Scientific Policy, February 2017, Scientific aspects underlying the regulatory framework in the area of fertilizers - state of play and future reforms, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA\(2016\)595354_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA(2016)595354_EN.pdf)
 117. TelQuel, 10.10.2016, Union européenne: menace sur les phosphates marocains, http://www.telquel.ma/2016/10/10/union-europeenne-menace-les-phosphates-marocains_1517842
 118. WSRW, 10.03.2017, Morocco lobbies for toxic metals in EU agriculture, <http://www.wsrw.org/a105x3771>
 119. Africa Intelligence, 23.03.2017, OCP prepares cadmium offensive in Brussels, <https://www.africaintelligence.com/MCE/business-circles/2017/03/23/ocp-prepares-cadmium-offensive-in-brussels.108227133-ART>
 120. Voir les communiqués de presse de la MACP, qui se terminent par l'avertissement: "Ce matériel est distribué par DJE, Inc. et le Centre maroco-américain pour la politique au nom du Gouvernement marocain. Des informations supplémentaires sont disponibles au ministère de la Justice à Washington, DC. "DJE signifie Daniel J. Edelman. Voir par exemple <http://www.prnewswire.com/news-releases/morocco-pursues-a-4th-round-of-peaceful-negotiations-despite-polisario-stalling-56929402.html>
 121. WSRW.org, 23.02.2018, Les États membres de l'UE sont en désaccord sur les engrais toxiques, <http://www.wsrw.org/a111x4100>

Affréteur : l'entreprise qui a conclu un accord avec le gérant ou le propriétaire ou le gestionnaire d'un navire pour l'utilisation de ce navire.

Port en lourd (Tpl ou DWT) : le poids (en tonnes) que le navire peut transporter. 90 à 97% de cette capacité est la cargaison réelle. Le reste constitue le combustible de soute, les ravitaillements, l'eau, etc.

Pavillon : un navire bat pavillon du pays dans lequel il est enregistré, ce qui n'est souvent pas le pays dans lequel les entreprises dirigeantes ou propriétaires sont basées. De nombreux navires possédés et gérés par des entreprises basées dans des pays occidentaux sont enregistrés dans des pays qui ont un "registre ouvert". On dit que les navires voguent sous "pavillon de complaisance". Il n'y a pas de véritable lien entre ces navires et le pavillon du registre. La plupart des navires cités dans ce rapport battent de tels pavillons.

Opérateur : la société qui gère le navire, techniquement et/ou commercialement. Le gestionnaire peut être différent du propriétaire, bien que certains propriétaires gèrent leurs propres navires.

Propriétaire enregistré : la société qui est au moins propriétaire du navire. Le problème est qu'un navire possède souvent un propriétaire inscrit dont les actifs totaux ne sont que le navire concerné. La société pourrait bien appartenir à une autre société qui possède également un certain nombre d'autres "sociétés à un seul navire". Cette société peut, à son tour, être la propriété d'une autre entreprise. Le nom et l'adresse de la société qui est le propriétaire enregistré du navire sont facilement disponibles. Cependant, il est beaucoup plus difficile de connaître les détails du "bénéficiaire effectif", c'est-à-dire la société qui se trouve à la fin d'une chaîne de propriétaires.

P&I Club : assurance protection et indemnité, plus connue sous le nom d'assurance "P & I", est une forme mutuelle d'assurance maritime organisée par un Club P & I. Un P & I Club offre une couverture pour les risques que les assureurs traditionnels sont réticents à assurer. La couverture typique de P & I comprend : les risques éventuels d'un transporteur pour les dommages causés à la cargaison pendant le transport ; les risques de guerre ; les risques de dommages environnementaux tels que les déversements de pétrole et la pollution.

Annexe 2 :

Nº	Nom du navire	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination	Arrivée	Détails sur le navire	Cargaison en tonnes, enregistré estimation	Propriétaire	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire
1	Spar Lyra	Norvège	08/02/2017	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	19/03/2017	IMO # 9289013 MMSI 257316000 53,565 DWT	50000	Spar Shipping AS	Kokstadflaten 30, 5257 Kokstad	Norvège
2	F.D. Angelica	Ile de Man	17/03/2017	Geismar, United States (PotashCorp Inc)	04/04/2017	IMO # 9668893 MMSI 235107902 81,922 DWT	75000	Chijin Shipping SA	Care of Kambara Kisen Co Ltd, 1083, Tsuneishi, Numakuma-cho, Fukuyama-shi, Hiroshima-ken, 720-0396	Japon
3	Hako	Malte	March 2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	01/06/2017	IMO # 9691814 MMSI 229697000 63,104 DWT	60000	Hako Maritime Ltd	Care of GSD Denizcilik Gayrimenkul Insaat Sanayi ve Ticaret AS, Kaptan Rifat Sokak 3, Aydindevler Mah, Maltepe, 34854 Istanbul	Turquie
4	GH Northern Dancer	Iles Marshall	11/04/2017	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	ca 12/05/2017	IMO # 9724764 MMSI 538007288 63,025 DWT	60000	GH Northern Dancer LLC	Care of Union Apex Shipping Co Ltd, 12th Floor, 200, Gloucester Road, Wan Chai	Chine
5	NM Cherry Blossom	Iles Marshall	13/04/2017	Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	Detained in South Africa	IMO # 9703655 MMSI 538006164 60,494 DWT	55000	NM Shipping SA	Care of AM Nomikos Transworld Maritime Agencies SA, Euroco Building, 1, Alamanas Street, Marousi, 151 25 Athens	Grèce
6	Ultra Innovation	Panama	28/04/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	09/06/2017	IMO # 9767481 MMSI 374883000 61,188 DWT	59840	La Darien Navegacion SA	Care of Shoei Kisen Kaisha Ltd, 4-52, Kora-cho 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2111	Japon
7	Jin Jing Hai	Hong Kong	10/05/2017	Geismar, United States (PotashCorp Inc)	Ca 26/05/2017	IMO # 9747546 MMSI 477301400 77900 DWT	72000	Jing Jin Hai Shipping Ltd	Care of Chine COSCO Bulk Shipping (Group) Co Ltd, Building 24, Courtyard 1, Wuliqiao Yijie, Chaoyang Qu, Beijing	Chine

Les compagnies maritimes impliquées dans le transport controversé des phosphates, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017

WSRW a contacté des opérateurs représentant 21 des 24 navires. Les courriers de WSRW, et les réponses reçues sont sur la page <http://wsrw.org/a105x4147>

Pour les trois navires restants, WSRW n'a pas eu les adresses courriel pertinentes.

Pro-priétaire du groupe	Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Opérateur	Adresse de l'opérateur	Nation-alité de l'opérateur	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club	Commen-taires
Spar Shipping AS	Norvège	Norvège	Spar Shipping AS	Kokstadflaten 30, 5257 Kokstad	Norvège	mail@sparshipping.com	www.sparshipping.com	GARD AS	
Tsuneishi Group	Japon	Japon	d'Amato Fratelli SpA	Via dei Fiorentini 21, 80133 Naples NA	Italie	operation@fratellidamato.com, technical@fratellidamato.com, chartering@fratellidamato.com,	www.fratellidamato.com	GARD AS	
GSD Holding AS	Turquie	Turquie	GSD Denizcilik Gayrimenkul	Kaptan Rifat Sokak 3, Aydinevler Mah, Maltepe, 34854 Istanbul	Turquie		www.gsdmarin.com.tr	GARD AS	
Great Harvest Maeta Group	Îles Cayman	Hong Kong	Union Apex Shipping Co Ltd	12th Floor, 200, Gloucester Road, Wan Chai, Hong Kong	Chine			The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association	Nouveau propriétaire et opérateur depuis février 2017, mais toujours le même groupe bénéficiaire (propriétaire du groupe)
AM Nomikos Transworld Maritime	Panama	Grèce	AM Nomikos Transworld Maritime	Euroco Building, 1, Alamanas Street, Marousi, 151 25 Athens	Grèce	amngr@nomikos.gr	www.amnomikos.net	UK P&I Club	
Shoei Kisen Kaisha Ltd	Japon	Japon	Ultrabulk Shipping A/S	Camillo Eitzen House, Amerika Plads 38, 2100 Copenhagen	Danemark	operations.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	North of England P&I Assoc	
Chine COSCO Shipping Corp Ltd	Chine	Chine	Chine COSCO Bulk Shipping	Building 24, Courtyard 1, Wuliqiao Yijie, Chaoyang Qu, Beijing	Chine		www.Chinecoscobulk.com	The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association	

N°	Nom du navire	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination	Arrivée	Détails sur le navire	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire
8	Common Spirit	Grèce	15/05/2017	Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	ETA 25/06/2017	IMO # 9594717 MMSI 241143000 57078 DWT	55000	Common Life Compania Naviera	Care of Common Progress Compania Naviera SA, 44, Kifisias Avenue, Marousi, 151 25 Athens	Grèce
9	Minanur Cebi	Turquie	20/05/2017	Barranquilla, Colombie (Monomeros S.A.)	07/06/2017	IMO # 9326304 MMSI 271000836 18830 DWT	17000	Cebi Denizcilik ve Ticaret AS	Bestekar Saadettin Kaynak Sokak 2, Altunizade Mah, Uskudar, 34662 Istanbul	Turquie
10	Western Seattle	Philippines	19/07/2017	Napier, Nouvelle-Zélande (Ravensdown)	27-30/08/2017	IMO # 9660619 MMSI 545568000 57936 DWT	55000	Ratu Shipping Co SA	Care of Nisshin Shipping Co Ltd (Nisshin Kaiun KK), 19th Floor, Nihonbashi 1-chome Building, 4-1, Nihonbashi 1-chome, Chuo-ku, Tokyo, 103-0027	Japon
11	BW Hazel	UK	26/07/2017	Geismar, United States (PotashCorp Inc)	ca 10/08/2017	IMO # 9626687 MMSI 232005859 81150 DWT	78000	BW Dry Cargo Ships Ltd	Care of BW Maritime Pte Ltd, 18-01, Mapletree Business City, 10, Pasir Panjang Road, Singapour 117438	Bermudes
12	SITC Taishan	Hong Kong	09/08/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	01/10/2017	IMO # 9520780 MMSI 477925300 58107 DWT	56000	SITC Taishan Shipping Co Ltd	Care of SITC Steamships Co Ltd, 44, Xiaogang Yilu, Shinan Qu, Qingdao, Shandong, 266011, Chine.	Hong Kong, Chine
13	Bulk Phoenix	Panama	24/07/2017	Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	29/09/2017	IMO # 9622813 MMSI 370699000 56088 DWT	54000	M&S Ship Holding SA	Care of Tohmei Shipping Co Ltd, Shin-SURFEEL Nakameguro Building, 18-11, Kamimeguro 1-chome, Meguro-ku, Tokyo, 153-0051	Japon
14	Golden Keen	Iles Marshall	30/08/2017	Geismar, United States (PotashCorp Inc)	14/09/2017	IMO # 9595723 MMSI 538004290 81586 DWT	79000	Golden Keen Inc	Care of Golden Ocean Group Ltd (GOGL), Par la Ville Place, 14, Par la Ville Road, Hamilton, HM 08, Bermudes.	Liberia
15	Ultra Crimson	Panama	03/09/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	16/10/2017	IMO # 9757826 MMSI 374654000 61084 DWT	59000	Taiei Naviera SA	Care of MMSL Pte Ltd, 10-03, 78, Shenton Way, Singapour 079120	Panama
16	Nautical Hilary	Liberia	08/09/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	06/11/2017	IMO # 9699036 MMSI 636016819 65531 DWT	63000	Nautical Bulk Shipping 1 Ltd	Care of C Transport Maritime SAM (CTM SAM), 7, rue du Gabian, 98000 Monte Carlo, Monaco.	Bermudes
17	Ultra Dynamic	Singapour	20/09/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	29/11/2017	IMO # 9589798 MMSI 566157000 61412 DWT	59000	Ultra Summit Singapour Pte Ltd	Care of Belships Management Singapour Pte Ltd, 9-104, Trade Hub 21, 18, Boon Lay Way Singapour 609966	Singapour
18	Glovis Madrid	Singapour	06/10/2017	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	06/11/2017	IMO # 9610999 MMSI 566844000 56605 DWT	54000	PST Management Pte Ltd	03-00, PIL Building, 140, Cecil Street, Singapour 069540	Singapour

Pro-priétaire du groupe	Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Operateur	Adresse de l'opérateur	Nation-alité de l'opérateur	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club	Commen-taires
Common Progress Compania	Panama	Grèce	Common Progress Compania	44, Kifisias Avenue, Marousi, 151 25 Athens	Grèce	ops@commonprogress.gr, info@commonprogress.gr	www.commonprogress.gr	UK P&I Club	
Kaptain Demir Celik Endustrisi	Turquie	Turquie	Cebi Denizcilik ve Ticaret AS	Bestekar Saadettin Kaynak Sokak 2, Altunizade Mah, Uskudar, 34662 Istanbul	Turquie	nurship@nurship.com	www.kaptandemir.com.tr	Hanseatic Underwriters	
Nisshin Shipping Co Ltd	Japon	Japon	Nisshin Shipping Co Ltd		Japon	ship@bigthree.co.jp, tramp1@bigthree.co.jp		Japon Ship Owners Mutual P&I	
BW Group Ltd	Bermudes	Bermudes	BW Maritime Pte Ltd	18-01, Maple-tree Business City, 10, Pasir Panjang Road, Singapour 117438	Singapour	marinesafety.sgp@bwshipping.com	www.bwshipping.com	North of England P&I Assoc	
SITC International Holdings Co	République Populaire de Chine	République Populaire de Chine	SITC Steamships Co Ltd	44, Xiaogang Yilu, Shinan Qu, Qingdao, Shandong, 266011, Chine.	République Populaire de Chine	icefeng@sitc.com.cn	n/k	North of England P&I Assoc	
Meiji Shipping Group	Japon	Japon	Dry Bulk Handy Holding Inc	Gildo Pastor Center, 7, rue du Gabian, 98000 Monte Carlo	Monaco	operations@ctmmc.com		Japon Ship Owners Mutual P&I	
Golden Ocean Group Ltd	Bermudes	Bermudes	Golden Ocean Group Ltd	Par la Ville Place, 14, Par la Ville Road, Hamilton, HM 08, Bermudes.	Bermudes	operation@golden-ocean.no	www.goldenocean.no	SKULD	SKULD depuis le 08.08.2017
Chiba Shipping Co Ltd	Japon	Japon	Ultrabulk Shipping A/S	Camillo Eitzen House, Amerika Plads 38, 2100 Copenhagen, Danemark	Danemark	operations.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	North of England P&I Assoc	
Nautical Bulk Holding Ltd	Bermudes	Bermudes	C Transport Maritime SAM	7, rue du Gabian, 98000 Monte Carlo, Monaco.	Monaco	operations@ctmmc.com	www.ctmmc.com	GARD AS	
Ultrabulk Shipping A/S	Danemark	Chile	Ultrabulk Shipping A/S	Camillo Eitzen House, Amerika Plads 38, 2100 Copenhagen, Danemark	Danemark	operations.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	Steamship Mutual	
Pacific Shipping Trust	Singapour	Singapour	Norden A/S Dampskibsselskabet	Strandvej 52, 2900 Hellerup, Danemark.	Danemark	tankers@ds-norden.com	www.ds-norden.com	Standard Club, The	

N°	Nom du navire	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination	Arrivée	Détails sur le navire	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire
19	Panagiotis	Iles Marshall	20/09/2017	Geismar, United States (PotashCorp Inc)	23/10/2017	IMO # 9461063 MMSI 538007308 80717 DWT	78000	Panagiotis Maritime Ltd	Care of Empire Bulkers Ltd, 88, Vouliagmenis Avenue, Elliniko, 167 77 Athens, Grèce.	Iles Marshall
20	SBI Tango	Iles Marshall	10/10/2017	Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	27/11/2017	IMO # 9714707 MMSI 538006140 61192 DWT	59000	SBI Tango Shipping Co Ltd	Care of Scorpio Commercial Management SAM, Le Millenium, 9, boulevard Charles III, 98000 Monaco-Ville, Monaco.	Iles Marshall
21	Pacific Constant	Hong Kong	21/10/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	16/12/2017	IMO # 9712888 MMSI 477900700 61450 DWT	59000	Pacific Constant Shpg Co Ltd	Care of Hong Kong Ming Wah Shipping Co Ltd, 32nd Floor, Chine Merchants Tower, Shun Tak Centre, 168-200, Connaught Road Central, Central, Hong Kong, Chine.	Hong Kong, Chine
22	Desert Oasis	Grèce	30/10/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	31/12/2017	IMO # 9543782 MMSI 241183000 57436 DWT	55000	Desert Oasis ENE	Care of Atlantic Bulk Carriers Management Ltd, 41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Grèce.	Grèce
23	Chang Hua	Hong Kong	31/10/2017	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	13/12/2017	IMO # 9653692 MMSI 477017700 53000 DWT	51000	Wellway Shipping Ltd	Room 1102, 11th Floor, Bupa Centre, 141, Connaught Road West, Sheung Wan, Hong Kong, Chine	Hong Kong, Chine
24	Great Vision	Hong Kong	19/11/2017	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	23/12/2017	IMO # 9728681 MMSI 477307800 63376 DWT	61000	On Great Ltd	Rooms 601 & 602, Tower A, Sinotrans Plaza, A43, Xizhimen Beidajie, Xicheng Qu, Beijing, 100044	Chine
25	Anarita	Liberia	02/12/2017	Napier/Lyttelton/Dunedin/Tauranga, Nouvelle-Zélande (Ravensdown)	14/01/2017	IMO # 9636008 IMO 9636008 58000 DWT	55000	Anarita Maritime Ltd	Care of Ocean Agencies Ltd, 2nd Floor, Marlborough House, 298, Regents Park Road, London, N3 2TJ, Royaume Uni.	Liberia
26	Ultra Saskatchewan	Panama	08/12/2017	Vancouver, Canada (Agrium Inc)	26/01/2018	IMO # 9570486 MMSI 355178000 61484 DWT	59000	Cypress Maritime/Koyo Shosen	Care of Shoei Kisen Kaisha Ltd, 4-52, Kora-cho 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2111	Japon
27	Ocean Rose	Iles Marshall	20/12/2017	Paradip, Inde (Paradeep Phosphates Ltd)	18/01/2018	IMO # 9351725 MMSI 538004680 56023 DWT	54000	Impex Trade International Ltd	Care of Mercantile Shipping Lines Ltd, Fresh Villa, 15, Road No 34, Gulshan, Dhaka, 1212, Bangladesh.	Iles Marshall

Pro-priétaire du groupe	Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Operateur	Adresse de l'opérateur	Nation-alité de l'opérateur	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club	Commen-taires
Inconnu	Inconnu	Inconnu	Empire Bulkers Ltd	88, Vouliagmenis Avenue, Elliniko, 167 77 Athens, Grèce.	Iles Marshall	hsqe@empirebulkers.com	n/k	Britannia Steam Ship Ins Assoc	
Scorpio Bulkers Inc	Iles Marshall	Monaco	Scorpio Commercial Management	Le Millenium, 9, boulevard Charles III, 98000 Monaco-Ville, Monaco.	Monaco	operations@scorpiogroup.net	www.scorpio.mc	Steamship Mutual	
China Merchants Energy Shpg	République Populaire de Chine	République Populaire de Chine	Hong Kong Ming Wah Shpg Co Ltd	32nd Floor, Chine Merchants Tower, Shun Tak Centre, 168-200, Connaught Road Central, Central, Hong Kong, Chine.	Hong Kong, Chine	mwte@hkmw.com.hk	www.hkmw.com.hk	West of England Ship Owners'	
Atlantic Bulk Carriers Mgmt	Iles Marshall	Grèce	Atlantic Bulk Carriers Mgmt	41-43, Akti Miaouli, 185 35 Piraeus, Grèce.	Iles Marshall	atlanticbulk@atlanticbulk.gr	www.abcm.com/home_uk.htm	Britannia Steam Ship Ins Assoc	
Chine Govt	République Populaire de Chine	République Populaire de Chine	Fujian Huarong Marine Shipping	28th Floor, Zhongfu Plaza, 92, Dong Jie, Gulou Qu, Fuzhou, Fujian, Chine.	République Populaire de Chine	go@huarongmarine.cn	www.huarongmarine.cn	Steamship Mutua	Change-ment de propriétaire janv 2018. Transaction oct 2017
SINOTRANS	Chine	Chine	Sinotrans Ship Management Ltd	21st Floor, Great Eagle Centre, 23, Harbour Road, Wan Chai, 999077	Hong Kong	marine@sinotranship.com, technical@sinotranship.com	www.sinotranship.com	SKULD	
Inconnu	Inconnu	Inconnu	Ocean Agencies Ltd	2nd Floor, Marlborough House, 298, Regents Park Road, London, N3 2TJ, Royaume Uni.	Royaume Uni	operations@ocean-agencies.com	n/k	UK P&I Club	
Shoei Kisen Kaisha Ltd	Japon	Japon	Ultrabulk Shipping A/S	Camillo Eitzen House, Amerika Plads 38, 2100 Copenhagen	Danemark	operations.cph@ultrabulk.com	www.ultrabulk.com	UK P&I Club	
Inconnu	Inconnu	Inconnu	Mercantile Shipping Lines Ltd	Fresh Villa, 15, Road No 34, Gulshan, Dhaka, 1212, Bangladesh.	Bangladesh	info@meghnagroup.biz	www.meghnagroup.biz	SKULD	

“En revanche, la Cour conclut que les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara Occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part. La Cour n'a donc pas constaté l'existence de liens juridiques de nature à modifier l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de Nations Unies quant à la décolonisation du Sahara Occidental et en particulier l'application du principe d'autodétermination grâce à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire.”

Cour Internationale de Justice, le 16 octobre 1975